

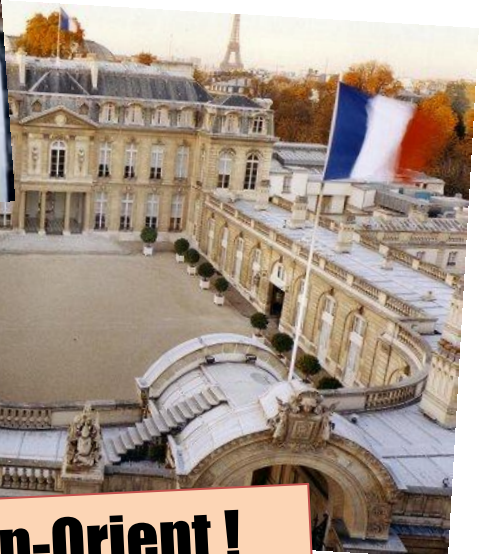
Au **CLAIR** de la lutte

1€
2€ SOUTIEN

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA
pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire

Soutenons Kobané

sans illusion dans les
États occidentaux...



...ce sont eux qui ruinent le Moyen-Orient !



Débats du NPA



CHÔMAGE



Les capitalistes sur tous les fronts

France et Europe : le temps des « réformes structurelles »



Croissance nulle. Hausse du chômage. Six ans après le début de la crise, la France et une grande partie de l'Europe sont plongées dans une longue dépression. L'échec du gouvernement Hollande est total, à la fois vis-à-vis des aspirations populaires, mais aussi par rapport à ses propres engagements européens. Le déficit public ne sera pas réduit en 2015, et la France est sous la menace de sanctions européennes pour « déficit public excessif ». Désormais, les États doivent envoyer leur projet de budget à la Commission européenne avant qu'il ne soit débattu et voté par les parlements. Et la Commission peut proposer

des sanctions financières qui s'appliqueraient alors désormais automatiquement sauf si une majorité qualifiée d'États s'y opposaient.

Tout cela pousse le gouvernement français à durcir et à accélérer les contre-réformes, d'autant plus que la France apparaît de plus en plus comme le maillon faible de l'UE.

Voilà ce que disait Richard Lessor, PDG du Boston Consulting Group (cabinet de conseil en stratégie) dans le journal *Le Monde* du 9 octobre :

Quand un patron veut investir dans un pays, il regarde trois éléments : les coûts de production, la stabilité législative et fis-

cale et la flexibilité pour s'adapter en permanence. En ce qui concerne les coûts, selon nos récents calculs, seules la Suisse et l'Australie sont plus chères que la France. L'instabilité fiscale y est très forte et, enfin, la législation sociale rend très complexes les restructurations. Celles-ci prennent généralement deux fois plus de temps que dans la plupart des pays comparables. C'est vraiment dommage pour un pays au cœur de l'Europe qui dispose d'autant de talents, d'infrastructures de qualité et qui abrite tant de grandes entreprises¹

Standard and Poor's, qui avait déjà privé la France de son triple A en janvier 2012, a mis le pays sous

1. http://www.lemonde.fr/economie-mondiale/article/2014/10/08/la-france-est-l-un-des-pays-les-plus-chers-du-monde_4502488_1656941.html

« perspective négative », ce qui signifie qu'il a au moins une chance sur trois de voir sa note encore dégradée dans l'année qui vient.

Après avoir temporisé tactiquement à l'université d'été du PS, Valls s'affiche ostensiblement que le représentant des patrons. Le 6 octobre, à la City de Londres, il a déclaré sans ambages : « *My government is pro-business* » [mon gouvernement est favorable au monde des affaires]. Macron a dit tout aussi clairement qu'il y avait « trop de hausses de salaires »² en France. Et ils ont raison du point de vue des exigences du système capitaliste. Il faut taper plus dur et plus fort, et c'est le sens des annonces de ces derniers jours.

Les chômeurs/ses pris pour cible

L'offensive contre les chômeurs est particulièrement obscène. Faute de réduire le chômage, le gouvernement pointe du doigt les chômeurs, qui ne rechercheraient pas assez activement du travail. Pour accréditer cette idée, le gouvernement nous a ressorti l'idée reçue diffusée par les officines patronales selon laquelle il y aurait beaucoup d'offres d'emplois non pourvues... parce que les chômeurs n'en voudraient pas. En effet, les chômeurs seraient tellement gavés d'allocations qu'ils auraient pris goût à la fainéantise.

Manque de chance pour le gouvernement : Pôle emploi vient de sortir une étude qui explique que seules 3% des offres d'emploi n'aboutissent pas faute de candidatures satisfaisantes³ (enquête de Pôle emploi). Mais cela n'empêche pas l'offensive concertée contre les chômeurs de se déployer :

— début septembre, s'appuyant

sur les fameux emplois non pourvus, le ministre du travail Rebsamen avait dit vouloir « renforcer le contrôle des chômeurs » ;

— le 7 octobre, Le Guen, secrétaire d'État aux relations avec le Parlement et très proche de Valls, déclarait dans l'émission Preuves par trois, sur Public Sénat : « *On le sait, il y a des gens qui ont un certain niveau de rémunération de substitution pour lequel ils peuvent se dire légitimement, dans le système actuel, je peux attendre six mois un an avant de rechercher un travail* » ;

— le 8 octobre à l'assemblée nationale, Valls lui-même évoquait implicitement l'instauration d'allocations dégressives pour inciter à la reprise plus rapide d'activité des chômeurs, mais renvoyait le dossier à 2016 ;

— le 12 octobre dans le *Journal du dimanche*, Macron affirmait : « *il ne doit pas y avoir de tabou, ni de posture. L'assurance chômage est en déficit de quatre milliards d'euros ; quel responsable politique peut s'en satisfaire ? Il y a eu une réforme, elle est insuffisante. On ne pourra pas en rester là* ».

Même si Hollande a indiqué que la réforme n'était pas immédiatement à l'ordre du jour, nous savons qu'elle est désormais dans les cartons. Et il fallait l'annoncer maintenant, pour donner des gages à l'Union européenne. Gattaz s'est d'ores et déjà engouffré dans la brèche en demandant le 14 octobre aux syndicats de discuter à partir de janvier sur le sujet. Il peut s'appuyer sur la caste des économistes libéraux de « gauche » et de

« droite », le nouveau prix nobel Tirole ou encore Cahuc qui déclarait (propos rapporté par *Le Monde* le 16 octobre) : « *Les pays avec une générosité comparable à la nôtre prévoient notamment des entretiens fréquents, et les chômeurs ont l'obligation d'accepter des emplois ou des formations. Il faudrait d'abord travailler sur ce point* ». Soit on diminue les allocations, soit on renforce les contrôles pour sanctionner les chômeurs, faites votre choix...

Projet Macron contre les « rigidités » du marché de la force de travail

Montebourg avait largement préparé le terrain. Macron avance sur ses pas avec son projet de loi « pour l'activité et l'égalité des chances économiques » dont il a présenté les grandes lignes le 15 octobre. Son objectif est d'en finir avec les « rigidités du système » : professions trop réglementées, interdiction du travail le dimanche, prud'hommes trop rigides, épargne salariale pas assez développée, etc.

Et Macron ajoute également la poursuite de la grande braderie des actifs de l'État. Pour 2015, Macron prévoit 5 milliards de cession d'actifs, dont 4 milliards qui seront affectés au désendettement. Voilà à quoi en est réduit le gouvernement : faire les fonds de tiroir de ce qui n'a pas encore été privatisé pour récolter quelques milliards pour réduire le déficit public et implorer la clémence de Bruxelles.

Offensives européennes contre les droits des travailleurs/ses

L'offensive ne concerne pas seulement la France, qui est un des pays les plus en retard dans la mise

2. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=10119>

3. http://www.lesechos.fr/journal20140925/lec1_france/0203801974314-seules-3-des-offres-demploi-naboutissent-pas-faute-de-cand
php

en place des contre-réformes. Petite sélection non exhaustive des dernières attaques, qui concernent des gouvernements de « gauche » ou de « droite », qui sont avant tout des gouvernements bourgeois qui mettent en place les mêmes mesures dictées par la logique du système capitaliste.

Belgique

Le nouveau gouvernement de droite, investi le 16 octobre par la chambre des représentants, intègre les nationalistes flamants (33% en Flandres) du N-VA, ultra-conservateurs et ultra-libéraux. Ceux-ci détiennent désormais les ministères clés de l'intérieur, des finances, de la fonction publique, et de la défense.

L'orientation réactionnaire du nouveau gouvernement ne fait aucun doute. Les travailleurs vont subir une accélération des attaques :

- report de l'âge légal du départ à la retraite, de 65 ans aujourd'hui à 66 ans en 2025 et 67 ans en 2030 ;
- instauration d'un « service minimum » en cas de grève à la Société nationale des Chemins de fer (SNCB) [c'est la réponse politique de la bourgeoisie à la grève de la SNCB au début de l'été⁴ ;
- baisse des cotisations patronales ;
- travail forcé pour les chômeurs avec une obligation de « jours de travail communautaire » pour les chômeurs coupables de ne pas réussir à retrouver un emploi.

Italie

Alors que l'économie italienne est au plus mal (baisse du PIB de 0,4% en 2014, une dette publique record à 136% du PIB), le premier ministre de « gauche » Renzi est déterminé à infliger une défaite majeure à la classe ouvrière. Il s'attaque à la « réforme du marché du travail » avec un projet de loi appelé « Jobs Act » qui s'attaque notamment à l'emblématique article 18 – ou plutôt à ce qu'il en reste – du Code du travail.

Rédigé il y a bientôt 45 ans, l'article 18 fait partie de la loi dite « Statut des travailleurs » de 1970 qui était une concession de la bourgeoisie à la lutte de classe très intense du prolétariat italien⁵. Le texte permet à chaque travailleur en CDI dans une entreprise de plus de 15 salariés qui s'estime licencié « sans juste cause » de faire appel à un juge qui peut alors, soit décider du paiement d'une indemnité, soit d'une réintégration dans l'entreprise. Cet article était insupportable pour le patronat : comment accepter qu'un juge puisse imposer au patron de reprendre un salarié licencié ? Monti avait déjà porté un coup très dur à l'article 18 en 2012 en limitant la possibilité de réintégration aux licenciements « discriminatoires » et pas aux licenciements « sans juste cause ». Aujourd'hui, le nombre de travailleurs réintégrés à la suite d'une décision de justice est très faible : guère plus de 40 à 50 par mois. Mais Monti tient à infliger une défaite symbolique majeure au prolétariat.

Au delà de l'article 18, Renzi veut mettre en place des nouveaux CDI qui permettraient aux patrons de licencier quasiment sans aucune entrave les trois premières années. La protection des salariés serait croissante et dépendrait de son ancienneté dans la boîte. Le projet de

loi prévoit également que l'entreprise puisse modifier le poste de l'employé dans le cadre d'une réorganisation ou restructuration, à condition que son salaire soit sauvegardé. Le salarié est réduit à son statut de marchandise dont le patron peut disposer à sa guise pendant son temps de travail.

L'aile gauche du parti démocrate, les « frondeurs » italiens, ont couiné. Mais quand il s'est agi de voter, ils se sont couchés, suivant la consigne de vote du parti, et votant ainsi la confiance. Le gouvernement a ainsi obtenu le 9 octobre la confiance du Sénat sur son projet de loi par 165 voix pour, 111 voix contre et 2 abstentions.

Outre ces « réformes structurelles », Renzi n'oublie pas de faire des cadeaux sonnants et trébuchants aux patrons. Il prévoit pour 2015 une baisse de 6,5 milliards des cotisations patronales et 5 milliards de réduction de l'impôt régional sur les activités productives.

Irlande

Le gouvernement d'alliance entre le « centre-droit » (Fine Gaël) et la « gauche » (parti travailliste), au pouvoir depuis 2011, a présenté un budget de « sortie de l'austérité ». En fait, il s'agit de la fin de l'austérité pour les patrons ! En effet, la croissance est revenue en 2014 (+4,7% pour le PIB) grâce aux attaques très fortes contre les travailleurs qui ont redressé le taux de profit. Les coupes dans les dépenses sociales et les baisses de salaires (-11% en moyenne chez les fonctionnaires depuis le début de la crise) ont considérablement dégradé les conditions de vie des travailleurs. Aujourd'hui, la croissance est revenue et le déficit public devrait passer sous la barre des 3%

4. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=8836>

5. Nous conseillons la lecture de D. Giachetti et M. Scavino : « La Fiat aux mains des ouvriers. L'automne chaud de 1969 à Turin » (éditions Les nuits rouges, Paris 2005)

du PIB en 2015. Le gouvernement compte profiter de ces marges de manœuvre budgétaire... pour faire des cadeaux supplémentaires aux patrons et continuer les attaques contre les travailleurs :

– instauration du paiement de

l'eau (encore gratuite en Irlande) à partir de 2015 ;

– baisse de 1 point de l'impôt sur le revenu de la tranche supérieure ;

– aides aux promoteurs immobi-

liers pour encourage le secteur du BTP ;

– baisse des cotisations sociales.

Gaston Lefranc ,

le 21 octobre 2014

FRANCE

La sécurité sociale attaquée !

Coupes dans les hôpitaux et les prestations familiales : Ce sont les travailleurs/ses qui sont attaqués !



Le 29 septembre dernier, le gouvernement a annoncé une réforme des prestations familiales. Ce projet fait couler beaucoup d'encre, tellement d'ailleurs qu'on se demande si ce n'est pas là sa fonction principale : pour faire faire des économies à la Sécu, 700 millions d'économies sont prévues sur la branche famille, contre 3,2 milliards de baisse de dépenses dans les hôpitaux.

3,2 milliards en moins pour les hôpitaux, sans toucher à la qualité des soins ?

Les hôpitaux manquent déjà cruellement de moyens, les heures d'attente en urgence ne cessent d'augmenter et les conditions de travail des travailleurs/euses hospitaliers/ères sont de plus en plus atroces. On a du mal à imaginer des économies qui n'empireraient pas la situation, alors que les tra-

vailleurs/euses mobilisés depuis plusieurs mois pour certain-e-s, réclament de toute force des moyens supplémentaires. Marisol Touraine prévoit au contraire 3,2 milliards d'économie. Officiellement, ces économies se feront en rentabilisant mieux les soins, en évitant les diagnostics onéreux et non nécessaires, sans conséquence néfaste pour les malades...

Le gouvernement prévoit de développer la « chirurgie ambulatoire » pour permettre aux patients

de rentrer chez eux juste après leur opération. Face au manque de place dans les hôpitaux, d'aucun aurait pu imaginer que la solution consisterait à construire des hôpitaux, eh bien non... renvoyons les patients chez eux le plus vite possible, voilà la solution de Marisol Touraine ! La réforme propose aussi de contrôler les médicaments utilisés par les hôpitaux, en versant un bonus aux hôpitaux qui prescrivent moins que la moyenne...

Le gouvernement chargera les agences régionales de santé (ARS) de renforcer les contrôles. Les établissements trop dispendieux sont déjà punis par des pénalités financières. Les nouvelles coupes vont renforcer le mal-être au travail des personnels de santé, qui parent toujours au plus pressé dans un contexte de manque croissant de personnel. Avec forcément des conséquences négatives sur la qualité des soins.

S'en prendre « aux riches » ?

Certains députés PS ont commencé à ouvrir le débat du versement des aides de la CAF en fonction des revenus des parents. Aider moins les « plus riches » que les autres, cela semble très équitable à première vue. Mais cela remettrait en question un des fondements de la sécurité sociale : l'universalité. Si les aides ne sont plus universelles mais proportionnelles aux salaires, alors on va petit à petit baisser leur budget pour compter sur des compensations privées. La même logique appliquée à l'ensemble de la Sécurité sociale, et c'est la justification assurée des baisses de cotisations patronales. C'est l'impôt qui joue le rôle d'égaliser et de reprendre aux plus riches. Or la seule mesure qui allait, plus symboliquement que réellement dans ce sens – la taxe à 75

Dans les 700 millions d'économie que le gouvernement prévoit

sur les prestations et aides familiales, la seule qui relève de cette logique de « prendre aux riches », est la **baisse des aides à la garde d'enfants** pour les familles les plus aisées. C'est un écran de fumée classique : on tente de faire passer une attaque globale contre l'ensemble des foyers, et donc principalement les foyers prolétaires, en exhibant une mesure spécifique qui vise les plus riches.

Attaquer les foyers les plus modestes !

Tout le reste des mesures concerne tous les foyers. La première – et la seule qui soit chiffrée – permettra de faire 250 millions euros d'économie dès janvier 2015 : **la prime de naissance à partir du deuxième enfant passera de 923 € à 308 €**. Or cette mesure touchera tous les foyers, riches ou pas riches, et elle touchera davantage les plus pauvres pour qui cette somme représente une aide beaucoup plus importante (relativement à leurs revenus) que pour les riches. Le gouvernement prétend que le deuxième enfant coûte moins cher : on a déjà une poussette, un lit à barreaux, etc. Ce n'est pas forcément vrai quand les deux naissances sont rapprochées et qu'il faut malgré tout un deuxième lit et une deuxième poussette et en outre, un deuxième enfant implique souvent un déménagement ou des travaux d'aménagement. Au troisième, la poussette est forcément déjà cassée (eh oui... l'obsolescence programmée c'est ça aussi!) et les parents de 2015 sentiront bien les 615 € manquants.

Dans cette réforme, il n'y a décidément pas que des mesures qui s'attaquent « aux riches ». **La majoration de 64,67 € versée quand un enfant atteint 14 ans le sera désormais à ses 16 ans**. C'est moins d'argent pour tous ! Même si 64,67 € comptent peut-être moins

quand on en gagne des dizaines de milliers que quand on est au SMIC...

La palme du cynisme est accordée à la réforme du **congé parental**. Jusqu'à présent, les parents disposent d'une possibilité de trois ans de congé parental, à compter de la naissance du deuxième enfant. Ce congé, payé entre 145,63 € et 390,52 € par mois, est à répartir entre les deux parents. Désormais, au nom de l'égalité homme-femme, si le père ne prend pas au moins six mois de ce congé, la mère n'aura plus droit qu'à deux années et demie de congé. Cela doit officiellement encourager le travail des femmes, mais le gouvernement espère tout aussi officiellement faire ainsi des économies, comptant sur le fait que les hommes ne prendront pas ce congé dans la majorité des cas. C'est dire si le travail des femmes est vraiment la dernière des préoccupations du gouvernement. On n'augmente jamais les droits de quiconque en faisant des économies. Construire des crèches, étendre leurs heures d'ouverture, garantir l'égalité des salaires, tout cela ne se fera jamais avec un budget d'austérité. Bien au contraire puisque les coupes de l'État à destination des collectivités locales auront des répercussions directes sur leur capacité à construire de nouvelles places de crèches. Les objectifs affichés par le gouvernement d'augmenter le nombre de places en crèches de 100 000 d'ici 2017 sont un pur effet d'annonce, qui n'a aucune chance d'être tenu. Mais chacun sait que les promesses de Hollande ne valent strictement rien.

**A bas le dialogue social
pratiqué par les
bureaucraties syndicales !
Pour un mouvement
d'ensemble pour défaire les
contre-réformes !**

Ces annonces sur les prestations familiales ont eu lieu juste avant la manif « pour tous » de dimanche dernier. Les chiffres sont en légère baisse depuis février dernier (70 000 selon la police contre 80 000 en février dernier). Cette manif réactionnaire s'est auto-rebaptisée « manif des familles ». Le débat sur les allocations familiales est analysé à travers ce prisme par la presse : la réforme est-elle pour ou contre « les familles » ?

Nous nous opposons à cette réforme parce qu'elle ôte de l'argent à ceux et celles qui en avaient déjà peu. Nous combattons la vision de la Sécu défendue par certains députés PS parce qu'elle remet en question la solidarité par cotisation patronale pour la remplacer par une espèce de charité étatique soumise aux gouvernements capitalistes. Mais en aucun cas nous ne

mêlons nos voix à ceux et celles qui promeuvent une vision réactionnaire et patriarcale de la famille. Nous nous battons pour l'égalité entre les êtres. Nous nous battons pour que les enfants vivent dans une société émancipée, qui leur donne toutes les chances de devenir des êtres épanouis. C'est le sens de notre combat contre ce système qui impose ses normes à toutes et tous et qui fait son miel des inégalités entre les gens. Il n'y a qu'en le combattant jusqu'à l'anéantir que nous pourrons ensemble construire les bases d'un nouveau monde possible.

En attendant, chaque coup porté contre le patronat et son gouvernement est un pas en avant. Or, alors que la cote de popularité du gouvernement est au plus bas et que le mécontentement face aux politiques d'austérité gronde, les confédérations syndicales refusent de prendre leurs responsabilités. **La CGT a appelé à une mobilisation nationale interprofessionnelle le 16 octobre** mais en refusant d'appeler à la grève dans tous les secteurs. Cela lui permet de maintenir une apparence de radicalité tout en étant sûre de ne pas

perturber le « dialogue social » par un rapport de force qui déstabiliserait le Medef.

Malgré tout, dans la situation, les militants anticapitalistes doivent tout faire pour essayer de faire de cette date un point d'appui pour la mobilisation. Dans les secteurs où c'est possible, en convaincant nos collègues de faire grève, et quand cela ne l'est pas (parce que la grève serait si minoritaire que contre productive), il faut poursuivre les discussions avec les équipes combattantes pour dresser les perspectives d'un mouvement d'ensemble. L'an dernier les lycéen-ne-s, les cheminot-te-s, les postier-e-s, cette année les intermittent-e-s et précaires et les travailleurs/euses hospitaliers prouvent que les travailleurs/euses sont toujours déterminé-e-s à se battre. En s'étendant, en se coordonnant et en dépassant les directions syndicales qui leur font obstacles, ces luttes pourront arracher les victoires que des longues heures de dialogue, aussi social fût-il, n'obtiendront jamais.

Pauline Mériot,

le 12 octobre 2014

FRANCE

Reconstruire la confiance de classe



La France, une famille ?

Sarkozy avait en son temps adopté la posture du père de famille en annonçant gérer les finances de la France comme un bon père de famille devait gérer son porte monnaie. C'est aussi une posture paternaliste qu'a adopté Hollande lors de sa quatrième conférence, en se présentant d'abord comme garant de la sécurité des français.

La posture paternaliste était aussi très présente lorsque, faisant le constat d'une société défiante à l'égard du pouvoir, Hollande a dit en substance que le rôle d'un politique, c'est de faire son devoir, pour le futur. Si on prend en compte le fait que nombre de ses électeurs et électrices n'ont pas voté pour la politique qu'il mène, Hollande se pose comme un père de famille qui, pour le bien de ses enfants, ne céderait pas à leurs caprices.

Affaibli par l'impopularité de ses mesures anti-sociales et méprisé par les médias capitalistes

qui s'apprêtent à remettre en selle Sarkozy bien que ce dernier ait été bien moins efficace pour appliquer des réformes structurelles, Hollande s'appuie donc sur un des piliers idéologiques de l'ordre établi pour construire sa communication autour de son personnage : la famille reposant sur l'autorité et la bienveillance du père.

Mais derrière cette posture paternaliste, ce sont bien les intérêts du capitalisme qui sont défendus. Les Français ne sont pas une famille et la famille de Hollande, c'est celle des patrons et d'une manière plus générale ceux qui ont du pognon...

Pour la « sécurité », le Président de la République a alors annoncé ses intentions d'intervenir militairement en Irak, ce que l'armée française a fait le lendemain. Rappelons que c'est sous couvert de sécurité toujours que les lois « anti-terroristes » sont passées comme une lettre à la poste à l'Assemblée Nationale (avec l'appui du Front de gauche) la semaine der-

nière et que celles-ci permettront notamment de contrôler encore davantage la communication de tous les militants et militantes.

En matière économique, il a annoncé avec un certain cynisme : « La France va faire 50 milliards d'économie (...) Mais elle n'en fera pas davantage ». Il continuera donc le cap avec le pacte de responsabilité avec la réforme territoriale etc.

L'agence de notation Moody's a d'ailleurs décerné un bon point au gouvernement Hollande en déclarant que l'engagement renouvelé du gouvernement à accélérer le rythmes des réformes structurelles avait été pris en compte dans le maintien de la note de crédit de la France à Aa1.

Par contre, pour les salariés, les chômeurs et les retraités, ce sont des clopinettes : 8 € de revalorisation du minimum vieillesse, 40 € de prime sur les petites retraites... Au lendemain du vote de confiance, Valls a annoncé la suppression de la première tranche de l'impôt sur

le revenu, se sentant obligé de faire quelques gestes pour essayer de solidifier sa désormais très maigre majorité

Les digues de Hollande : les institutions républicaines et le dialogue social

Dans son discours, Hollande a été assez éclairant sur ce qui lui permet de piétiner ses engagements. Il a dit que si le gouvernement n'avait pas obtenu la confiance, le peuple aurait été amené à modifier l'Assemblée Nationale... que les institutions étaient là pour protéger la République... Puis il a ajouté :

« Les institutions donnent 5 ans car elles permettent de tenir bon contre les vents et les marées et de faire ce que l'intérêt du pays exige ». Le pouvoir exécutif peut donc, en s'appuyant sur le législatif quand il le veut bien, gouverner contre les aspirations des masses...

On comprend pourquoi les frondeurs et frondeuses se sont transformé-e-s en abstentionnistes au moment du vote... Aurait-ils retrouvé leur place après une dissolution de l'Assemblée Nationale ?

Par ses paroles, on comprend aussi l'arnaque démocratique que constituent les institutions républicaines dans le cadre du capitalisme. Les élections présidentielles permettent d'être élu-e en faisant des promesses à l'ensemble de la société puis de se maintenir en ne satisfaisant finalement que les intérêts des patrons. Mais cela ne pourrait se faire sans le soutien, au pire critique, des autres membres de l'État et des corps intermédiaires soit disant garant des intérêts de ceux qu'ils sont sensés représenter mais en réalité trop soucieux de perdre leur place en bousculant les « équilibres ». Il faut dire que la place est bonne et que certains et certaines savent articuler intérêts personnels, carrière et enga-

gement politique, comme le révèle l'enquête de *Mediapart* au sujet de Cambadélis.

Hélas les directions syndicales ont été complètement intégrées au système et ne cherchent plus qu'à le stabiliser. Les précédentes mesures institutionnalisant le dialogue social comme celle de la « représentativité syndicale » les confortent dans leur parodie de défense des intérêts des salariés et scellent leur acceptation du cadre économique et politique imposé.

En fait, elles collent de plus en plus aux déclarations de Hollande qui a dit que le pacte de responsabilité et le dialogue social, c'était faire le choix de la compétitivité car soutenir les entreprises, c'était soutenir ceux qui y travaillent...

Les déclarations de Hollande au sujet des frondeurs disant qu'il acceptait les discussions mais dans un cadre imposé établit un parallèle entre les frondeurs et les directions syndicales qui jouent le jeu du dialogue social. En effet, celles-ci ont tendance à traduire la contestation par l'abstention sur les projets gouvernementaux et lorsqu'elles tapent tout de même parfois du poing sur la table comme en juillet lors du boycott de la Conférence sociale, c'est sous la pression des militants, et c'est pour mieux revenir à la soupe ensuite.

Il faut un tsunami révolutionnaire !

Peut-on croire que la réforme territoriale et le non cumul des mandats annoncées par Hollande changeront le système ? Le Parti de Gauche propose pour sa part une révocation du gouvernement Valls et une grande marche nationale mais pourquoi ? Pour un gouvernement Hollande plus à gauche, avec ceux qui ont été ses soutiens critiques jusqu'à maintenant ? Pour une sixième République à la proportionnelle, dans le cadre capita-

liste et avec plus ou moins le même État et les mêmes corps intermédiaires ? Le changement doit être beaucoup plus profond !

Sur le plan idéologique, il faut briser l'idée que l'intérêt des salarié-e-s passe par celui des capitalistes. C'est peut être cette idée qui avait animé les salarié-e-s de l'abattoir GAD de Josselin dans le Finistère lorsqu'ils ont chassé les salarié-e-s de l'abattoir de Lampaul Guilmilliau qui voulaient bloquer la sortie des produits pour obliger la direction générale du groupe à ne pas supprimer leurs emplois. Même pas un an après, ce sont les salarié-e-s de Josselin qui sont menacé-e-s de licenciements. La CFDT du groupe avait accepté la fermeture de Lampaul pour favoriser Josselin... Elle en appelle aujourd'hui à Valls pour sauver les 1 173 emplois du site. Voilà où mène la collaboration de classe.

Sur le plan idéologique toujours, il faut briser les schémas crypto-paternalistes qui favorisent l'incarnation du pouvoir par une personne providentielle et font le jeu de ceux qui appellent un ou une chef comme le FN. Il faut lutter contre ces mêmes schémas qui nourrissent la propagande pour faire accepter les interventions impérialistes au nom du bien des populations. Non à l'intervention de l'armée française en Irak !

Sur le plan pratique, il faut appuyer, développer ou construire les mobilisations liées au ras le bol des conséquences du capitalisme ; pour obtenir la satisfaction des revendications bien sûr, mais aussi pour tisser patiemment les liens militants qui nous serviront demain.

A ceux qui disent qu'il n'y a pas de combativité pour justifier notamment le dialogue social, nous répondons que c'est la politique collaboratrice des bureaucraties syndicales qui entretient la passivité et le désespoir. Malgré cela,

des luttes se développent à la Poste, à la SNCF, contre les accords UNEDIC ou encore contre la construction d'un barrage industriel au Testet. La grève à Air France, le mouvement dans la santé le 23 septembre ou celui des intermittents, chômeurs et précaires le 1^{er} octobre pourront également être des points d'appui. Peut être pourrions nous compter aussi sur la journée appelée par la CGT le 16 octobre contre l'austérité pour déborder le cadre imposé.

Mais lutter ne suffira pas car si on veut fédérer les luttes et dépasser les revendications « individuelles » pour des revendica-

tions politiques, il faut faire émerger l'idée qu'un autre type de pouvoir est possible ! Tant que des institutions ne remettront pas directement et pratiquement en question la propriété privée des moyens de production, l'idée d'en finir avec l'exploitation demeurera et avec elle l'idée pour certains exploités qu'il vaut mieux faire allégeance aux capitalistes.

S'il est difficile de faire adhérer à l'idée d'institutions politiques gérées par et pour les travailleurs/euses qui n'existent pas encore, le pouvoir se charge de discréditer les institutions actuelles. Et c'est un mécanisme à somme

nulle qui pourrait tôt ou tard rendre supérieure l'idée que la révolution vaut le coup ! Aux révolutionnaires de tenir bon et de patiemment en favoriser la réalisation, en commençant par se battre pour l'indépendance de classe, pour la rupture du dialogue social. Il faut mener cette bataille de façon organisée : la responsabilité du NPA est de prendre des initiatives publiques pour aller vers la constitution d'un courant intersyndical lutte de classe face aux bureaucraties syndicales.

Sébastien Langlois,

le 23 septembre 2014

FRANCE

Brève réponse à un article du journal "Le Prolétaire"

À propos de la Réforme territoriale. Une Tendance claire...MENT réformiste

http://pcint.org/03_LP/511/512_tendance-claire-ment.htm

Il y a un réel désaccord entre nous : quand la bourgeoisie modifie ses institutions pour améliorer le cadre dans lequel elle exploite les travailleurs, nous pensons en effet qu'il est juste de combattre ces réformes institutionnelles. Quant à vous, vous vous refusez à combattre ce type de réformes sous prétexte qu'elles ne visent qu'à remplacer des institutions bourgeoises par d'autres institutions bourgeoises. C'est une divergence, mais ce n'est pas une ligne de démarcation entre les réformistes et les révolutionnaires. Avec cette façon de raisonner, il ne faudrait jamais s'opposer à une contre-réforme, parce que s'opposer à une contre-réforme impliquerait défendre le statut quo capitaliste !

S'il s'agissait de discuter de ces

divergences, la discussion pourrait être intéressante. Mais vous préférez nous faire passer pour des défenseurs de l'État bourgeois, sous prétexte que nous combattons la « réforme territoriale ». Or, nous disons explicitement que « la rupture avec le système capitaliste impliquera la destruction de l'État bourgeois et la mise en place d'institutions totalement nouvelles ». Alors que nous disons « il faut donc montrer que de nouvelles institutions, démocratiques et sous le contrôle du peuple travailleur (un gouvernement des travailleurs, appuyé sur le principe du contrôle et de la révocabilité des élus par la population), sont une nécessité », vous traduisez (!) : « Bref un gouvernement vraiment démocratique, et le tour sera joué : plus besoin de révolution, de destruction de l'État bourgeois, d'instauration de la dictature du prolétariat, le principe de la révocabilité des élus par la « population » (les électeurs) suffit ! ». C'est une dé-

formation grossière de nos positions, alors que nous disons explicitement le contraire !

Apparemment, le simple mot « démocratique » vous fait perdre la tête et vous fait dire n'importe quoi. Mais pour nous, « un gouvernement vraiment démocratique » nécessite précisément une révolution et la mise en place d'un gouvernement des travailleurs, c'est-à-dire de la dictature du prolétariat. Celle-ci implique une démocratie bien plus complète que celle des États bourgeois, et va de pair avec la nécessité que le prolétariat exerce pleinement son pouvoir, sa dictature, sur la classe capitaliste.

Pour que vos critiques puissent convaincre ou au moins nourrir de vrais échanges, il faudrait que vous ayez le souci de la vérité et de la rigueur. C'est une qualité qu'on pourrait attendre chez des révolutionnaires.

Tendance Claire du NPA,

le 26 septembre 2014

MOYEN ORIENT

Notes politico-militaires sur la bataille de Kobané



Petit rappel historique

Vous n'êtes pas sans savoir que le PKK a eu ses heures maoïstes et tiers-mondistes. Vous n'êtes pas sans savoir que Hô Chi minh tient une certaine place dans la tête d'Occidentaux. Alors je vais effectuer un retour aux sources avec une métaphore d'Hô Chi minh ; celle du tigre et de l'éléphant :

L'esprit de l'homme est plus fort que ses propres machines... Ce sera une guerre entre un tigre et un éléphant. Si jamais le tigre s'arrête, l'éléphant le transpercera de ses puissantes défenses. Seulement le tigre ne s'arrêtera pas. Il se tapit dans la jungle pendant le jour pour ne sortir que la nuit. Il s'élancera sur l'éléphant et lui arrachera le dos par grands lambeaux puis il disparaîtra à nouveau dans la jungle obscure. Et lentement l'éléphant mourra d'épuisement et d'hémorragie. Voilà ce que sera la guerre d'Indochine

Cela a résumé la stratégie élaborée par son chef d'État major Võ Nguyên Giáp. Il est mort en 2013. Il fut l'artisan de la défaite française et américaine au Vietnam. Il fut le seul général d'État major qui a su vaincre successivement deux armées impérialistes dans une lutte de libération nationale, dont la première puissance mondiale. Il est considéré comme le principal responsable de la défaite française à la bataille de Diên Biên Phu. Il n'avait pourtant reçu aucune formation militaire. Ses stratégies sont malgré cela parmi les plus étudiées au monde. Je vous recommande vivement de vous y intéresser.

Pourquoi vous parle-je de ce monsieur de l'Extrême-Orient ? Parce que ce qu'il vient de se passer à Kobané est une mise en pratique des tactiques militaires de ce monsieur doublée d'un certain génie d'adaptation de la part des YPG/YPJ (unités de protection armées, hommes et femmes du PYD

– parti kurde syrien frère du PKK).

L'Éléphant charge, le tigre le touche une première fois

La situation semble catastrophique, n'est-ce pas ? Plus de 70 villages ont été pris aux YPG/YPJ qui sont aujourd'hui acculés dans la ville de Kobané dont ils ont en partie perdu le contrôle. La supériorité écrasante en armes et en nombre des combattants de Daech semble indiquer une défaite inévitable. La Turquie soutenant logistiquement et militairement Daech, ne laisse entrevoir qu'un avenir sombre pour nos révolutionnaires Kurdes aux abois... Cela fait plusieurs jours que les médias annoncent la chute de la ville mais elle ne tombe pas. Une lutte acharnée a été menée maison par maison. Pourquoi et comment une telle résistance ? Petit retour en arrière.

En juillet dernier les troupes de Daech lancent un premier assaut majeur sur les positions des

YPG. Daech avait rapporté son armement d'Irak : ses chars lourds russes et américains, ses missiles thermiques dernière génération, ses obusiers lourds face aux kalachnikovs des YPG/YPJ. La première phase de la bataille de Kobané s'était soldée par un échec cuisant des troupes de Daech face aux troupes kurdes qui avait su user d'une extrême mobilité sur le front. Si vous voulez avoir un résumé de la première bataille de Kobané, j'ai réalisé une partie des descriptifs de la première bataille sur Wikipédia :

[https://fr.wikipedia.org/wiki/](https://fr.wikipedia.org/wiki/Première_bataille_de_Kobané)

Première_bataille_de_Kobané

Le bilan est un échec cuisant pour Daech qui partait avec un avantage de départ criant : les YPG affirment que les affrontements ont fait 685 morts dans les rangs de l'État islamique, dont 5 émirs. Il revendique également la destruction de 6 chars et de 14 bases. Les pertes des YPG sont de 72 morts. Les combats auraient atteint une intensité inédite avec le bombardement par l'État islamique des villages de Zor Mixar et Beyadiyê avec plus de 3 000 obus. Les YPG déclarent également avoir repris plusieurs villages, ainsi que des collines stratégiques. Je vous laisse imaginer ce que coûte le bombardement de ces pauvres petits villages par Daech avec plus de 3 000 obus de dernière génération. Au final, la première bataille de Kobané s'est clairement soldée par un échec de Daech.

L'Éléphant s'enrage et s'en prend à un autre mastodonte

En août dernier, Daech fait tomber trois bases de l'armée arabe syrienne : la division 17 basée à Raqqa, la base de la brigade 93 et la

plus connue, la base aérienne de Tabqa. Daech a sacrifié des centaines d'hommes dans ces assauts dans l'espoir de libérer plus de troupes et de récupérer des armes. Il n'empêche que le coût en pertes humaines fut très lourd. Cela lui a permis de récupérer du matériel et des hommes pour les concentrer sur un autre front. Un excellent article de *The Arab Chronicle* en parle bien : <http://the-arab-chronicle.com/fall-of-tabqa-airbase-chute-base-tabqa/>.

A la suite de ces victoires, l'État islamique a gagné un grand prestige. L'OSDH estime qu'au mois de juillet 6 000 hommes l'ont rejoint. En septembre, une grande partie d'entre eux ont reçu une formation nécessaire dans les rudiments du combat permettant à Daech d'envisager un assaut à la mi-septembre. De plus, Daech a engagé en parallèle des négociations avec une veille alliée...

L'accord entre la Tulipe et l'Éléphant

Rappelez vous de la prise d'otage des 90 Turcs, lors de la prise de Mossoul par Daech en juin dernier, principalement des routiers et du personnel consulaire. Les Turcs soutenaient Daech depuis un moment dans le but d'écraser Bachar et les Kurdes. Mais la Turquie commençait à se poser des questions sur un soutien devenu trop voyant. Toutefois, Erdogan, dans sa grande subtilité, s'est dit que s'il soutenait Daech il obtiendrait deux choses : la libération des otages turcs (ce qu'il a obtenu) et la chute du berceau de la révolution kurde : Kobané. Il a donc effectué des livraisons importantes de munitions pour renflouer Daech, déjà largement utilisées lors de la première bataille de Kobané. Ces

livraisons ont été massives jusqu'à la remise récente des otages le 20 septembre.

Peu de temps après, la Turquie a déclaré rejoindre la coalition anti-Daech mais... en empêchant les Kurdes et les armes de traverser les frontières pour rejoindre leurs frères d'armes. La Turquie a gavé Daech allant jusqu'à faire en train des livraisons d'armes et de tanks derrière les lignes de front d'après des témoins interrogés par Firatnews. Même Joe Biden, vice-président des États-Unis, grand allié de l'État turc, a balancé l'info¹. C'est un secret de polichinelle : La Turquie soutien Daech.

L'Éléphant charge derechef...

Sûr de lui, Daech a rassemblé toutes ses troupes disponibles, environ 1/3 de ses hommes, probablement autour de 10 000 combattants surmotivés et suréquipés d'armes de dernière génération fraîchement ravitaillées. Mais premier petit bémol que les stratèges remarqueront : l'État islamique a pris plus de 60 villages en moins de 48h... peuplés de seulement 800 habitants ! Le reste avait déjà traversé la frontière turque ! Bah oui, 300 000 réfugiés ont franchi la frontière sains et saufs grâce aux YPG qui avaient prévu de longue date cette charge à tombeau ouvert². D'ailleurs Daech n'a pu se défouler que sur une dizaine de Kurdes exécutés en place publique. Loin du massacre annoncé...

Et le tigre frappe une deuxième fois...

Face à cette avancée fulgurante les YPG ont tenu des dizaines d'embuscades dans leur retraite préméditée. Daech fut largement retardé

1. <http://journalmetro.com/opinions/autrement-dit/569515/etat-islamique-une-breche-dans-la-coalition%E2%80%A8/>

2. <http://www.ladepêche.fr/article/2014/09/20/1955736-jihadistes-onu-appelle-renforcer-soutien-irak-percee-syrie.html>

et a perdu beaucoup d'hommes pour en fin de compte prendre le contrôle de villages agricoles désertés. Mais Daech, sûr de sa victoire prochaine, prit cela comme une avancée majeure et vit la retraite kurde comme une lamentable déroute face à sa supériorité incontestable.

Les Kurdes s'étaient retranchés autour de la ville de Kobané. Cette zone était fortifiée en particulier la colline de Mištenur. Ce fut le début d'une lutte de conquête mètre par mètre pour Daech qui s'attendait à une victoire facile. Le matin du 4 octobre, au 20ème jour de la résistance de Kobané, la colline de Mistenur était jonchée de 150 cadavres de Daech abandonnés aux corbeaux³. Un grand nombre de chars furent détruits dans une tempête de feu qui s'abattit sur l'État islamique. Son artillerie vida une quantité colossale d'obus pour repousser de seulement quelques mètres la ligne de front. L'utilisation de missiles Grad⁴ pour bombarder Kobané est révélateur : une salve de missiles Grad est capable de raser des quartiers entiers. L'OSDH (Observatoire syrien des droits de l'homme) avait calculé que plus de 90 obus étaient tombés sur Kobané en une seule journée, peu de temps avant que Daech n'y entre.

L'Éléphant repousse le tigre dans ses retranchements

Au prix de centaines de morts, de blessés, de véhicules blindés lourds détruits, de munitions gaspillées, Daesh a fini par entrer dans Kobané il y a quelques jours. Les Kurdes ne s'attendaient pas à un tel déferlement de violence et ils durent se retrancher dans la ville.

L'un des révélateurs de ce recul fut l'utilisation de commandos suicide et le sacrifice d'une capitaine kurde qui se fit sauter sur les djihadistes.

Daech n'avait pas prévu une telle résistance de la part des Kurdes. Pour avancer, il dût s'appuyer sur l'arrivée d'armement lourd venu de ses bases arrière notamment de Raqqa, ainsi qu'un bien plus grand nombre d'hommes. Daech commença à déployer toutes les forces syriennes dont il dispose dans la bataille avalant toujours plus de matériels et d'hommes. Un des faits révélateurs que les Kurdes n'avaient pas lâché était que le repli orchestré se fit de façon méthodique. J'y reviendrai.

L'Éléphant tente d'éradiquer le tigre affaibli mais se prend un arbre.

Daech fut rempli d'enthousiasme. Posant pied dans la ville tant rêvée, pourtant remplie de quartiers fantômes, ses hommes redoublèrent d'effort. Ayant pris place dans l'est de la ville, un combat brutal a plongé les djihadistes dans une spirale infernale de violence. Chaque maison, chaque coin de rue était un traquenard dans une ville que les djihadistes ne connaissaient pas. Les Kurdes le savaient et les armes lourdes de Daech perdirent en efficacité : les chars rentrés dans la ville étaient à portée de tirs des charges anti-tank, les lignes de tirs de l'artillerie se retrouvèrent obstrués par des bâtiments fantôme. Maison par maison, bombardement par bombardement Daech subissait tout ce que pouvait espérer le PKK : une usure lente, un déchaînement de l'État islamique au prix de pertes énormes.

Le PKK obtint un écho international de sa lutte et avait entraîné Daech sur son terrain : la guérilla urbaine qui est favorable à l'infanterie légère.

Daech a beau contrôlé 40% de la ville, mais c'est au prix d'une concentration maximale de ses forces et de pertes importantes. Être capable d'alimenter une telle machinerie de destruction est un défi important pour Daesh. Une défaite de Daesh à Kobané signifierait purement et simplement un recul majeur de l'État islamique, un recul dont il se remettrait très difficilement. Pour vaincre à Kobané, Daesh devra encore anéantir des milliers de combattants kurdes. L'un des éléments marquants de cette nouvelle phase de la bataille est l'emploi de plus en plus systématique d'attentats suicides contre les YPG. Cela signifie que ni les bombardements, ni les chars lourds, ni les assauts de masse n'ont brisé la ligne de défense et que la dernière option est le bourrage d'explosifs d'un camion à faire sauter avec un kamikaze à l'intérieur. C'est un aveu d'impuissance malgré une force de frappe considérable. 9. Le coup de griffe du Tigre

Venons-en au bilan chiffré. Ce ne sont pas les kurdes qui le disent, mais l'observatoire des droits de l'homme⁵ : les YPG ont perdu, de façon sûre, 226 hommes et femmes. Ce bilan est proche de la réalité, les enterrements des milices kurdes étant officiels et largement acclamés par la population, les noms des morts diffusés. De plus les YPG déclarent à peu près le même bilan. Vous pouvez d'ailleurs observer dans l'article de Wikipédia, sur la première bataille de Kobané, que L'OSDH déclare moins de morts

3. <http://en.firatajans.com/news/news/kobane-defence-minister-150-isis-members-dead-at-mistenur.htm>

4. https://fr.wikipedia.org/wiki/BM-21_Grad

5. Bilan en anglais : <http://syriahr.com/en/2014/10/more-than-550-killed-in-25-days-in-ein-al-arabkobane/>; bilan en arabe (plus complet) : http://syriahr.com/index.php?option=com_news&nid=24840&Itemid=2&task=displaynews#VDuBi_I_s-c

dans les rangs des YPG que les YPG elles-mêmes (OSDH déclare 72 morts alors que les YPG 74). Pour les Kurdes, le bilan est donc fiable. En terme de pertes matérielles, à part quelque tracteurs et des transporteurs de troupes, pas grand chose à signaler.

Maintenant vous observerez que l'OSDH dans son article en anglais ne cite pas le nombre de morts de Daech, ce qu'il fait en arabe : 298 morts ! Premier constat : Daech a nettement plus de morts alors que son armée est suréquipée. De plus L'OSDH précise dans son article en arabe que le nombre de morts est certainement 2 fois supérieur à ce qui est annoncé ! Cela signifie que sur 550 morts en 25 jours de combat (26 selon les YPG) il y aurait eu 1 100 morts, dont la très grande majorité pour Daech. Cela coïncide avec les déclarations des YPG. Daech a probablement perdu plus de 800 hommes sans parler des blessés et des pertes matérielles considérables.

Résumé de la stratégie des YPG/YPJ

Tout leur repli était préparé et prémédité, même si ils ne pensaient pas reculer aussi loin. C'est pour cela que les YPG enregistrent peu de pertes en comparaison aux immenses moyens déployés par l'État islamique. Le but des YPG était d'entraîner Daesh dans une spirale infernale l'obligeant à utiliser de plus en plus de moyens pour le pousser au-delà de ses limites tout en préservant ses propres forces. C'est chose faite. L'État islamique a misé toute ses forces dans la bataille pour la prise d'un canton kurde sur les trois. Cela signifie que paradoxalement l'État islamique n'a jamais été aussi exposé.

L'Éléphant montre son flanc ! La multiplication des attentats suicides des djihadistes, le bilan des morts des YPG de plus en plus bas (5 morts pour la journée de vendredi 10 octobre) montre que Daech commence à se fatiguer dangereusement. Effet pervers de cet assaut ultramassif : cela a attiré les frappes de la coalition. Toute la machine militaire de l'État islamique est autour de Kobané, c'est pour cela que la coalition frappe et non dans l'espoir de sauver la ville. Bref Kobané est devenu un sac à point pour les chasseurs-bombardiers américain. Toute l'artillerie et les chars lourds de Daech sont exposés. A leur manière les États-Unis sont tombés dans le piège du PKK, obligés de frapper Daesh à Kobané alors qu'ils ont tout fait, dans un premier temps, pour éviter de venir en aide au PKK/PYD.

Autre événement encourageant : désertant les autres fronts, Daech recule sur le front du puissant canton kurde de Cizîre. Il y a perdu plusieurs dizaines de villages ces dernières semaines. En une journée les YPG de Cizîre ont repoussé le front de 10 kilomètres à Sérékaniyé. A Rabia, poste frontière irakien, une vidéo à fait le tour des médias kurdes⁶. Droit dans ses bottes, un officier kurde explique l'encerclement des djihadistes dans la ville et la prise de trois véhicules blindés de Daech, ceux-ci trônant en arrière fond dans la vidéo accompagnée d'autres prises de guerre.

Conclusion provisoire

Bien que la ville soit réellement en danger, il ne faut pas sous-estimer le PKK, organisation qui lutte militairement contre l'État

turc, deuxième armée de l'OTAN, depuis plus de 30 ans. La stratégie employée a tout d'une veille tradition militaire maoïste qui a démontré son efficacité. Il est temps plus que jamais de soutenir le PYD qui a une chance de l'emporter. Nous sommes solidaires de milliers de combattants et combattantes des YPG/YPJ qui risquent leur vie chaque jours dans la lutte contre les théofascistes de Daech. Nous saluons le PYD qui a protégé les populations avec ferveur, laissant le moins de monde possible en arrière. D'après l'OSDH il n'y a eu qu'une vingtaine de civils qui sont morts, la plupart dans des bombardements.

De plus malgré une situation difficile, il n'a pas cédé politiquement à tous les impérialistes du monde entier qui cherche à le faire plier. Il n'a pas cédé au chantage cynique de la Turquie qui a dit : soit vous vous mettez sous la coupe et la direction politique de l'ASL et dans ce cas on peut envisager de ne plus vous mettre des bâtons dans les roues, soit on favorisera votre anéantissement. C'est un enjeu central que le PYD refuse de se soumettre à l'impérialisme et de se mettre sous la coupe de la direction de l'ASL.

Nous avons proposé, lors du CPN du NPA des 20-21 septembre⁷, que le NPA propose une campagne unitaire du mouvement ouvrier pour fournir une aide matérielle au PKK/PYD. Cette proposition n'a reçu aucun soutien au CPN. Nous nous en désolons. Nous saluons l'initiative des révolutionnaires suédois⁸ (Arbetarmakt) qui ont écrit à l'ensemble des forces socialistes et révolutionnaires pour participer à une campagne unitaire de dons pour fournir des armes au PKK/PYD. Nous saluons la collecte

6. <https://www.youtube.com/watch?v=6Ui7CqGf17c>

7. <http://tendanceclaira.npa.free.fr/article.php?id=642>

8. <http://en.firatajans.com/news/news/swedish-revolutionaries-campaign-to-provide-weapons-to-ypg.htm>

organisée par le groupe allemand « Neue antikapitalistische Organisation »⁹

Il n'est pas trop tard pour

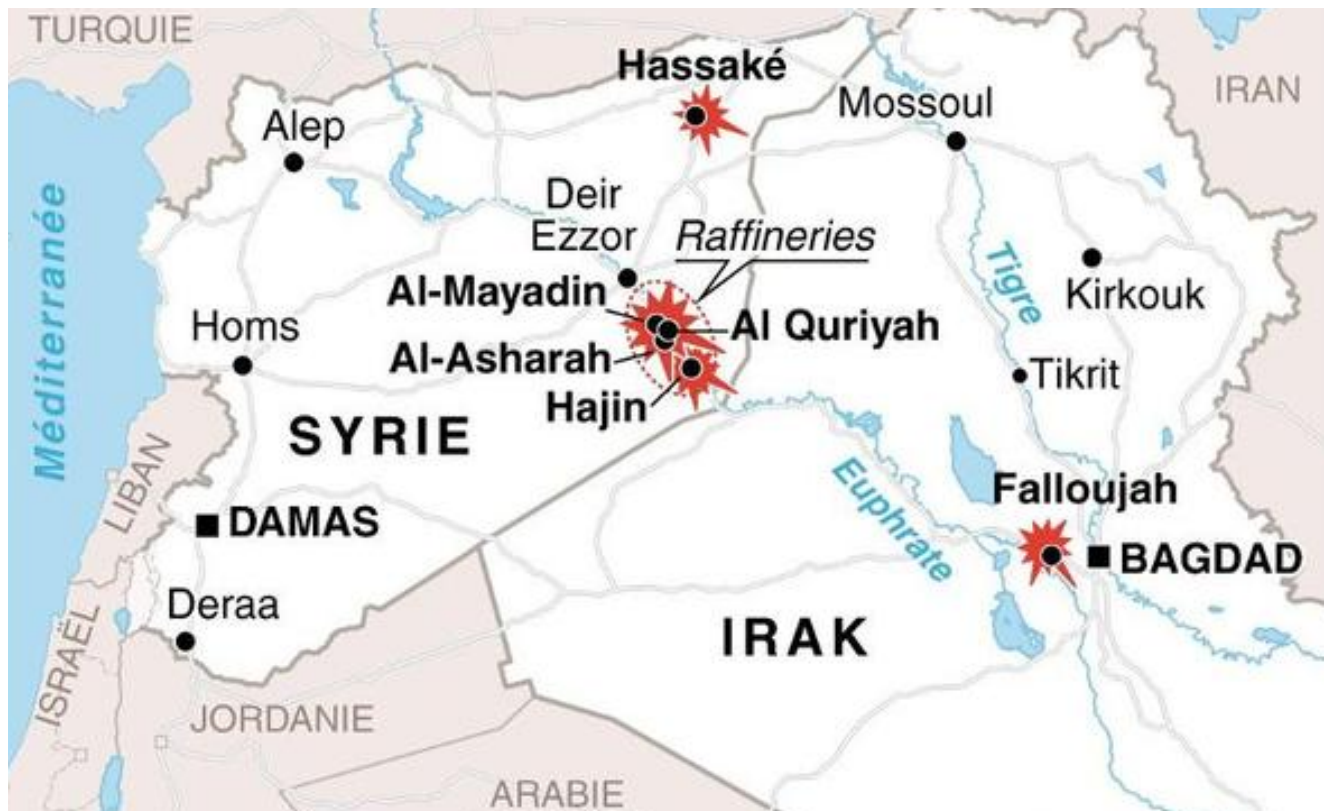
Rojava : le NPA doit lancer au plus vite une campagne de solidarité concrète pour aider matériellement et militairement les forces du

PKK/PYD à vaincre Daesh.

Raphaël, comité Jeunes travailleurs
du NPA,
le 1^{er} octobre 2014

MOYEN ORIENT

Aucune union sacrée avec Hollande et Valls ! A bas l'intervention impérialiste en Irak et en Syrie !



Des avions de combats Rafale français ont bombardé le 19 septembre les forces de l'État Islamique (EI) - Daesh. La France est officiellement en guerre.

« La France n'a pas peur » (Cazeneuve); « Aucun groupe terroriste ne peut influencer en quoi que ce soit la position de la France »; « je

lance un appel à la réunion de tous (...) parce que c'est l'essentiel qui est en jeu » (Hollande); nos dirigeants bombent le torse, multiplient les déclarations martiales, appellent à l'unité nationale, et tout le système se met en branle pour appuyer la guerre contre le « terrorisme » ou la « barbarie ». Les

minables à l'ego sur-dimensionné jouissent de leur nouveau rôle de chefs de guerre. Alors que toutes les guerres impérialistes ont produit des désastres (quelques voix de la bourgeoisie osent encore le rappeler), il s'agit d'imposer la guerre comme une évidence. Exhiber le « barbare » pour effacer l'histoire,

9. <http://nao-prozess.de/solidaritaet-mit-rojava-waffen-fuer-die-yppypj/>

pour rendre odieux toute résistance aux sirènes de la guerre. Produire l'indignation pour susciter l'adhésion. Pour convaincre les récalcitrants, les « experts » lobotomiseurs défilent. Le citoyen-spectateur doit se soumettre ou risquer la marginalité, l'incompréhension de ses contemporains. La grande lessiveuse est en marche, et notre parti se doit de nager plus que jamais à contre-courant, et constituer un pôle de rattachement pour tous ceux qui font dissidence.

Pour commencer à comprendre la séquence actuelle, il faut la resituer dans l'histoire récente, marquée par les interventions impérialistes multiples aux conséquences catastrophiques pour les populations.

Les interventions impérialistes en Irak

Les impérialistes occidentaux ont longtemps soutenu la dictature sanguinaire de Saddam Hussein. Pendant les années 1970 et 1980, ils ont appuyé la liquidation physique d'un parti communiste parmi les plus puissants de la région. Ils ont fermé les yeux sur le massacre des kurdes. Ils ont encouragé l'Irak à attaquer l'Iran pour une guerre absurde qui a fait un million de morts entre 1981 et 1988. Puis ils se sont retournés contre Saddam Hussein quand celui-ci est devenu trop aventuriste, en envahissant le Koweït. A l'issue de la première guerre du Golfe (1991), les impérialistes laissent Saddam Hussein rétablir l'ordre en Irak et mater les rebellions internes. Ils infligent à l'Irak un embargo criminel entre 1991 et 2003. Cet embargo a été voté par le Conseil de

sécurité de l'ONU, et l'ONU elle-même estimait en 2000 le nombre de victimes imputables aux sanctions « de 500 000 à 1 500 000 »¹. Puis ce fut la deuxième guerre du Golfe en 2003. Le prétexte (mensonge grossier) était la détention des fameuses « armes de destruction massive » par l'Irak. En fait, il s'agissait de renverser Saddam Hussein pour mettre en place un nouveau régime compradore totalement à la botte des États-Unis.

Toutes ces interventions ont été faites au nom des droits de l'homme et de la démocratie. Elles ont anéanti l'Irak et sa population. Les impérialistes n'ont eu de cesse de confessionnaliser les questions politiques pour mieux les contrôler. Diviser pour mieux régner et pour empêcher l'émergence d'un mouvement anti-impérialiste par delà les clivages « communautaires ».

Alors que ces interventions devaient produire un Irak démocratique, elles ont produit une dictature confessionnelle qui a martyrisé la minorité sunnite. C'est sur ce terreau qu'a pu prospérer l'État islamique (Daesh), qui s'est érigé en défenseur des sunnites face au gouvernement. Daesh a alors pris la tête d'une coalition comprenant d'anciens dignitaires du régime de Saddam Hussein, progressant très rapidement en territoire sunnite. Fin juillet, l'accord tacite de non agression entre Daesh et les partis kurdes irakiens a volé en éclats. Daesh a alors envahi les terres kurdes abandonnées par les milices du PDK, qui ont ainsi livré les populations aux massacres des djihadistes.

L'intervention des impérialistes dans la guerre civile en Syrie

En 2011, dans le prolongement des processus révolutionnaires en Tunisie et en Égypte, un grand mouvement populaire s'est dressé contre le régime dictatorial d'Assad. Très vite, la situation s'est transformée en conflit armé entre le régime et un ensemble de milices dominées par les courants islamistes ou/et pro-impérialistes. Ces milices (ASL compris) ont attaqué les milices kurdes syriennes du PYD, branche syrienne du PKK. Elles n'avaient dès lors plus rien de progressistes.

Les puissances occidentales se sont appuyées sur le soulèvement populaire contre Assad pour avancer leurs pions et tenter de renverser un régime qui ne leur convenait plus². Elles ont prétendu soutenir les forces démocratiques et progressistes, alors qu'elles ont soutenu un conglomérat de milices réactionnaires. Des États de la région comme la Turquie et les monarchies du Golfe (Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Bahreïn, Jordanie, Qatar) ont fait de même, tout en essayant de développer leurs propres sphères d'influence.

L'État islamique a bénéficié d'un soutien étranger direct, en particulier de la Turquie. Le 8 septembre, l'AFP a rendu compte³ d'une étude de l'institut « Conflict Armament Research » sur les armes prises par les forces kurdes aux combattants de Daesh en Irak et en Syrie. Selon ce rapport, ils sont équipés de fusils d'assaut M16 américains, en provenance principalement de Syrie. Le rapport indique que les roquettes antichars

1. <https://repositories.lib.utexas.edu/bitstream/handle/2152/5563/2265.pdf?sequence=1>

2. Selon Nafeez Ahmed, journaliste au Guardian de Londres, les groupes djihadistes dont est issu l'EI ont très tôt été utilisés par les services américains et anglais pour déstabiliser le régime syrien de l'intérieur, bien avant 2011 : <http://www.popularresistance.org/the-powers-behind-the-islamic-state/>

3. <http://www.afp.com/en/node/2811375/>

utilisées par Daesh sont « identiques aux roquettes M79 livrées par l'Arabie Saoudite aux forces opérant sous la bannière de l'Armée syrienne libre ». Les fournitures d'armes des impérialistes et de leurs alliés ont directement et indirectement permis à Daesh d'acquérir un arsenal impressionnant qui lui a permis de lancer une offensive d'envergure cet été en Irak.

Ce soutien à l'État islamique par des membres de la coalition actuelle anti-Daesh est d'ailleurs attesté... par le chef d'état major des armées US (le plus haut gradé américain) lui-même, Martin Dempsey. En effet, il a affirmé : « Je connais des alliés Arabes majeurs qui financent l'État islamique »⁴.

Jusqu'en 2013, les différentes milices islamistes et/ou pro-impérialistes ont combattu ensemble à la fois le régime et les kurdes syriens. C'est seulement fin 2013 que Daesh a rompu avec ce conglomérat de milices. Être anti-régime et anti-Daesh ne rendent pas ces milices plus « progressistes ». Les principales d'entre elles sont celles du « Front islamique »⁵, du « Front révolutionnaire syrien » (qui regroupe une partie de ce qu'il reste de l'ASL)⁶, et le Front Al-Nosra⁷, branche officielle d'Al Al-Qaïda en Syrie. La rupture de ces milices est d'ailleurs toute relative, puisque les rebelles islamistes dits « modérés » ont signé le 12 septembre un « pacte de non agression » avec Daesh, grâce à l'entremise du Front Al-Nosra⁸. Le Front révolutionnaire syrien, présenté comme modéré et bénéficiant du soutien officiel des États-Unis, a signé ce pacte avec Daesh. L'ensemble des parties

« promettent de ne pas attaquer l'autre parce qu'ils considèrent que l'ennemi principal est le gouvernement d'Assad et ses forces ». La direction de l'ASL a d'ailleurs annoncé le 13 septembre qu'elle refusait de participer à la coalition anti-Daesh menée par les États-Unis, assumant une alliance tactique avec Daesh contre Assad⁹.

Or, depuis le début de la guerre civile syrienne, la direction du NPA ne semble pas prendre la mesure de cette réalité. Elle a d'abord reproché au gouvernement français de ne pas intervenir en Syrie pour soutenir les opposants à Assad, niant ainsi l'aide matérielle apportée aux milices réactionnaires, et oubliant au passage qu'il y a un an à peine, une intervention impérialiste directe a été ajournée suite au vote négatif du parlement britannique. Puis, elle s'est tournée vers Hollande pour qu'il vienne en aide à la « révolution » et fournisse des armes aux opposants ! Or, c'est précisément ce que les impérialistes ont fait (en choisissant évidemment à qui ils les fournissaient !), avec les conséquences catastrophiques pour les populations de la région.

De façon systématique, en Libye, en Syrie, et aujourd'hui en Irak, la direction de notre parti demande aux impérialistes d'intervenir pour favoriser les « démocrates » contre les régimes en place (Libye, Syrie) ou contre Daesh (Irak). Laisser croire que l'intervention indirecte (par la livraison d'armes) des impérialistes pourrait être bénéfique pour les populations constitue selon nous une réelle erreur politique.

En effet, toute l'histoire nous enseigne exactement le contraire.

En outre, il nous paraît difficile de s'opposer aux interventions directes de l'impérialisme si l'on explique juste avant que les impérialistes n'en font pas assez...

Enfin, ce serait se fourvoyer aujourd'hui que de soutenir le conglomérat de milices (front islamique, front révolutionnaire syrien, ce qu'il reste de l'ASL) qui combattent à la fois le régime et (plus ou moins) l'État islamique et de les considérer comme le bras armé de la « révolution ». Si les impérialistes ont toutes les raisons de soutenir ces forces réactionnaires, nous devons au contraire résister aux vents dominants qui nous font passer des vessies pour des lanternes.

Que veulent aujourd'hui les impérialistes ?

Les États-Unis et la France ont monté une coalition avec cinq monarchies du Moyen-Orient : Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn, Jordanie. Pour lutter contre la « barbarie », les impérialistes comptent donc s'appuyer sur les régimes les plus rétrogrades bien connus pour financer les islamistes les plus radicaux. Ainsi, l'Arabie Saoudite est le sponsor numéro 1 des groupes salafistes « terroristes » qui sont maintenant ciblés par la coalition. En outre, alors que la guerre a été vendue aux opinions publiques en utilisant les images des décapitations mises en scène par Daesh, nos « belles âmes » font mine d'oublier que l'Arabie Saoudite décapite en place publique. On en trouve pourtant facilement la trace sur Internet. En août dernier par exemple, le ré-

4. <http://oumma.com/213647/un-general-americain-connaît-allies-arabes-majeurs-fi>

5. [http://fr.wikipedia.org/wiki/Front_islamique_\(Syrie\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Front_islamique_(Syrie))

6. http://fr.wikipedia.org/wiki/Front_r%C3%A9volutionnaire_syrien

7. http://fr.wikipedia.org/wiki/Front_al-Nosra

8. <http://www.globalpost.com/dispatch/news/afp/140912/syria-rebels-non-aggression-pact-near-damascus>

9. <http://www.middleeasteye.net/news/syria-1651994714>

10. <http://www.atlantico.fr/pepites/arabie-saoudite-decapite-19-personnes-en-17-jours-1717443.html>

gime saoudien a décapité 19 personnes en 17 jours¹⁰. Cela fait un peu « tache », mais nos éditorialistes favoris détournent le regard...

L'intervention impérialiste actuelle est la conséquence des interventions antérieures. Cette logique folle conduit les impérialistes à intervenir contre les conséquences (non maîtrisées) de leurs précédentes interventions. C'est une logique de guerre permanente, de moins en moins maîtrisée, qui s'intensifie dans un contexte de crise économique et de déclin de la suprématie des États-Unis.

Les bombardements aériens ne parviendront à anéantir Daesh. Il faudrait pour cela envoyer des troupes au sol, option qui n'est d'ailleurs pas totalement écartée par l'état-major américain. Mais le Pentagone pourrait tout à fait se contenter de « contenir » Daesh, voire de l'utiliser pour refaçonner le Moyen-Orient. Les États-Unis pourraient profiter de la situation pour achever la dislocation de l'Irak en plusieurs Etats comprador sur des bases communautaires¹¹, pour tenter d'en finir définitivement avec le spectre du nationalisme arabe.

La Turquie a également des projets pour utiliser l'intervention impérialiste pour liquider l'insurrection kurde dans le Kurdistan syrien (Rojava). Les bombardements impérialistes ont provoqué le repli d'une partie des troupes de Daesh sur le Kurdistan syrien dirigé par le PYD/PKK. L'offensive de Daesh sur Kobanê a débuté le 15 septembre, Daesh continuant à bénéficier du soutien de la Turquie, qui lui fournit des armements lourds¹². La coalition s'est dans un premier

temps abstenue de bombarder les positions de Daesh au Kurdistan syrien, montrant par là même qu'il ne s'agit pas de sauver les populations, mais bien de défendre leurs intérêts économiques et stratégiques. La Turquie compte utiliser l'emprise de Daesh sur Rojava pour y mettre en place une « zone tampon » protégée par l'aviation de la coalition impérialiste. Cela permettrait de liquider l'insurrection kurde tout en prenant le contrôle d'une partie du territoire syrien, ouvrant potentiellement une prochaine guerre contre le régime syrien.

Une partie de la direction du PYD est tentée de trouver un terrain d'entente avec la coalition impérialiste pour bénéficier de son soutien militaire¹³. Il est tout à fait compréhensible que le PKK cherche à obtenir des armes d'où qu'elles viennent, mais l'enjeu est de savoir si le prix à payer est de sceller un accord politique avec les impérialistes. Et une lutte s'est engagée au sein du PYD entre ceux qui veulent maintenir une ligne d'indépendance par rapport à l'impérialisme et ceux qui veulent collaborer avec la coalition, avec tout ce que cela implique sur le terrain politique. L'aide des impérialistes ne se fera pas sans contrepartie et sans remise en cause des avancées sociales et démocratiques à Rojava. C'est donc un enjeu important que nous agissions ici en soutien aux forces réellement progressistes de la région, et que le mouvement ouvrier apporte une aide matérielle concrète au PKK/PYD.

Refuser l'union sacrée et mobiliser contre l'intervention impérialiste

Depuis le déclenchement des frappes françaises, aucune initiative de rue n'a été prise contre cette intervention. Cela reflète l'état de décomposition du mouvement ouvrier, incapable de rompre avec cette atmosphère d'union sacrée... alors que nous célébrons le centenaire du début de la première guerre mondiale, marquée par ce même climat d'union sacrée derrière les gouvernements impérialistes.

Le PCF demande aux impérialistes « *d'aider de manière plus importante les combattants kurdes en Irak et en Syrie* »¹⁴. Pire encore, Pierre Laurent, dans son discours à l'Assemblée nationale le 25 septembre, a déclaré : « *oui il faut aider l'armée irakienne et toutes les troupes kurdes irakiennes et syriennes à combattre les groupes armés* »¹⁵. Le rôle du mouvement ouvrier consisterait donc à demander à notre gouvernement d'armer un régime dictatorial réactionnaire contre Daesh...

Quoique se démarquant fort justement de l'union sacrée, la position du NPA reste malheureusement bien trop ambiguë : « *Le NPA exprime sa solidarité avec toutes les forces démocratiques qui résistent à cette terreur. Il exige la fourniture d'armes à toutes les forces qui combattent le professionnalisme* »¹⁶. Quelles sont ces forces démocratiques ? Comprennent-elles le PDK et le gouvernement irakien ? Une précision est apparue récemment dans

11. Ces États croupions pourraient par exemple livrer du pétrole aux occidentaux à des tarifs défilant toute concurrence... comme le fait d'ailleurs Daesh qui casse les prix du pétrole actuellement.

12. <https://rojavareport.wordpress.com/2014/09/28/interview-with-ypg-commander-on-the-attack-on-kobane-and-its-objectives/>

13. <https://rojavareport.wordpress.com/2014/09/26/ypg-spokesman-situation-in-kobane-bad-action-urgently-needed/>

14. <http://www.pcf.fr/59291>

15. <http://www.pierrelaurent.org/mon-intervention-au-senat-sur-l'intervention-francaise-en-irak/>

16. <https://npa2009.org/communiqué/solidarite-avec-le-peuple-irakien>

un article du journal du parti : « *ce sont les forces locales qui se battent contre l'EI, le sectarisme confessionnel et les régimes en place, qu'il faudrait fournir en armes* »¹⁷. Cela semble exclure par exemple le PDK, mais alors pourquoi ne pas le dire clairement ?

De la même manière, nous regrettons qu'après être resté silencieux sur la résistance du Kurdistan syrien, notre parti décide finalement de signer une lettre à Hollande demandant un envoi d'armes aux kurdes¹⁸. Il est illusoire de penser que Hollande ou un autre ait un intérêt à fournir une aide quelconque aux Kurdes syriens sans que cela s'accompagne d'un accord politique. Si nous voulons construire une force anticapitaliste sur des bases d'indépendance de classe, nous ne devons semer aucune illusion sur nos propres dirigeants. Nous pensons que notre

parti devrait arrêter de demander aux impérialistes d'armer des forces contre d'autres, quelles que soient ces forces. Notre seule exigence devrait être celle de l'arrêt de toute intervention.

C'est au mouvement ouvrier de développer la solidarité avec les progressistes du monde entier, et c'est selon nous une confusion extrême (notamment en temps de guerre !) de demander aux impérialistes de le faire. Il faut aujourd'hui construire un rapport de force pour empêcher au maximum les impérialistes de nuire. La tâche de notre parti devrait être de s'adresser à toutes les forces du mouvement ouvrier pour mobiliser dans l'unité contre toute forme d'intervention de notre impérialisme.

- **A bas l'intervention impérialiste en Irak et en Syrie !**
- **Contre toute forme d'intervention de notre impérialisme :**

lisme : bombardements, livraison d'armes, etc. !

- **Retrait de toutes les troupes françaises du Moyen-Orient !**
- **Solidarité concrète avec le PKK et le PYD : le mouvement ouvrier doit leur apporter une aide matérielle !**
- **Ouverture des frontières (turques, françaises, etc.) à tous les réfugiés !**
- **Pour le droit à l'autodétermination du peuple Kurde !**
- **Stop à la répression en France des sympathisants du PKK ! Retrait immédiat du PKK de la liste des organisations terroristes !**

Gaston Lefranc,
le 1^{er} octobre 2014

NPA

SNJ des 27-28 septembre – Bilan de la TC



Nous partageons les critiques qui ont été formulées par plusieurs

camarades concernant le fonctionnement, avant et pendant le SNJ :

- Le texte de la résolution a été envoyée aux délégué-e-s le jour

17. <http://npa2009.org/actualite/les-pompiers-pyromanes-sen-vont-en-guerre>

18. <http://www.actukurde.fr/actualites/689/appele-a-hollande-de-soutenir-les-forces-kurdes-syriennes.html>

même, ce qui évidemment empêche toute vraie appropriation des textes, par les délégué-e-s et a fortiori par les camarades des comités que nous sommes censés représenter.

- Le texte était disponible pour les membres du BSJ... deux jours avant. L'appartenance à une tendance représentée au BSJ permettait donc d'avoir un petit peu plus de temps pour se retourner, mais vu les délais, la décision concertée au sein des tendances est drastiquement limitée.
- Le résultat est très négatif : le fonctionnement est quasiment « du haut vers le bas », les militant-e-s hors de toute tendance sont exclus de fait, la démocratie est structurellement limitée.
- Une conséquence, c'est aussi que la précipitation favorise les logiques de bloc : « qui a écrit ça pour savoir si je vote contre ? »
- Par ailleurs, il est évident que ce problème rejaillit aussi sur la qualité des débats, qui auraient pu être bien plus riches si mieux cernés à l'avance.

La politique n'étant pas une science exacte, même si nous partageons ces critiques avec les camarades qui ont voté contre en particulier pour ces raisons, nous avons cependant voté le texte, sur la base de ce qui est écrit dedans...

On peut dire que ce qui est largement partagé dans le secteur jeune, c'est un « syndicalisme combatif » combiné à un « profil révolu-

tionnaire ». Mais, comme d'autres camarades, nous regrettons que cela ne soit pas vraiment combiné. Le syndicalisme est au centre, et la politique secondaire. Les tracts « d'apparition propre » (c-à-d du NPA) ne vont souvent pas plus loin que des tracts appelant à la lutte (c-à-d un tract de syndicat combatif). Nous le craignons déjà lors de la CNJ, mais le « profil révolutionnaire » est souvent plus une « pose » qu'un programme clair. La pratique du secteur jeune restera dominée par un « profil syndical et un anticapitalisme combatif ».

D'autres camarades ont évoqué ce manque de « politique ». Mais nous n'avons pas tous-te-s les mêmes réponses. Par exemple des camarades de la Plateforme A ont défendu qu'il fallait que le secteur jeune s'aligne sur la direction du NPA en s'intéressant au collectif « Alternative à l'austérité » (AAA). Pour nous ce n'est pas possible, car cette campagne, encore une fois, laisse croire que nous avons les mêmes recettes antilibérales et institutionnelles que le Front de Gauche.

Par ailleurs, nous pensons que mettre seulement en avant « dégager le gouvernement et l'extrême droite » est insuffisant, car cela ne donne toujours pas une perspective politique. C'est l'extrême droite qui paraît de plus en plus capable de dégager le gouvernement, et c'est notamment parce qu'elle met en avant la sienne (préférence nationale, protectionnisme, sortie de l'UE...). Si nous partageons l'idée d'un « chapeau » programmatique (des mots d'ordres principaux faisant le lien et que l'on retrouve sur

nos différentes affiches etc.), ce doit plutôt être des revendications transitoires.

« Annuler la dette pour en finir avec l'austérité dans les facs, renverser les patrons pour en finir avec leur marché du travail, exproprier les multinationales pour mettre fin à la misère et la guerre » etc.

Mais il paraît que « mettre des revendications transitoires sur une affiche » ce serait « dix pas en avant des masses ».

Agir comme organisation politique, c'est aussi selon nous donner plus d'importance aux brochures, au débat avec les autres courants, à la lutte idéologique, sur internet, dans les facs... On peut et on doit discuter de priorités (par exemple nous n'étions pas convaincus que la mobilisation au congrès du FN soit une priorité nationale). Mais lorsque cela devient l'argument systématique pour écarter tout ce qui n'est pas le syndicalisme à l'UNEF, cela recouvre une divergence d'orientation.

Enfin, nous nous réjouissons qu'une vraie discussion d'orientation ait été lancée sur le syndicalisme étudiant, même si l'ambiance aurait pu être meilleure. À l'approche du IIIe Congrès du Parti qui discutera plus profondément de ce sujet, il est bon que le débat ait commencé dans le secteur jeunes. C'est un premier pas dans la définition d'une pratique commune et coordonnée.

Jeunes de la TC,

le 7 octobre 2014

NPA

CPN – Des mesures d’urgence ne font pas un programme !

Explications de vote

La majorité maintient son orientation. Même si elle a remplacé le « gouvernement anti-austérité » par le « gouvernement anti-capitaliste », le changement est de pure forme. Dommage que ces changements d’étiquette aient permis de convaincre des camarades de l’ex plateforme Y ! Malheureusement, A&R et le CCR ne proposent pas de réelle alternative politique puisqu’ils réduisent la campagne d’agitation et de propagande à la « popularisation de mesures d’urgences » et à la « nécessité d’un mouvement social d’ensemble comme seule solution à la crise ». S’il faut effectivement « recentrer l’activité de l’organisation autour de l’intervention de ses militants dans les luttes », il faut aussi rompre avec la logique des mesures d’urgence et l’appel aux luttes comme sésame. Nous proposons de défendre un programme de transition reliant nos revendications à

la nécessité du gouvernement des travailleurs, de l’expropriation des capitalistes pour les réaliser. Les travailleurs ne demandent pas à être convaincus sur les bienfaits de nos mesures d’urgence, ils demandent à l’être sur les moyens politiques de les imposer. Sur ce sujet, il ne suffit pas de prétendre que le mouvement d’ensemble réglera toutes les questions : en tant que parti, nous devons aussi apporter les réponses qui fondent notre programme révolutionnaire. Il faut rompre avec la vision étagée selon laquelle il faudrait d’abord développer les luttes aujourd’hui pour ensuite défendre un programme révolutionnaire demain. Il faut penser l’intervention dans les luttes et la défense du programme révolutionnaire de façon dialectique : les travailleurs lutteront d’autant plus qu’ils seront convaincus qu’il existe une alternative politique aux politiques d’austérité, et le déve-

loppement des luttes enrichira les discussions et la prise en charge du programme.

C’est pourquoi nous avons maintenu notre projet de résolution au vote du CPN : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=644>. Cette résolution a été votée par deux camarades de l’ex plateforme Y qui ont également voté le texte de la majorité. Si nous nous réjouissons bien sûr de leur vote, nous ne pouvons que constater qu’ils ont également voté pour une orientation contradictoire avec celle que nous défendons. Nous espérons que les semaines à venir permettront de clarifier les positions des un-e-s et des autres. L’enjeu du prochain congrès est important, et des discussions doivent être menées avec tous les camarades qui contestent l’orientation actuelle du parti.

La Tendance CLAIRE,
le 30 septembre 2014

NPA

CPN – Moyen-Orient : explications de vote

Doit-on demander à Hollande de fournir des armes aux opposants à Daesh ?

En août dernier, la majorité du CE a publié un communiqué exigeant « la fourniture d’armes à toutes les forces qui combattent le professionnalisme, arme des forces d’occupation et des forces réaction-

naires ». Elle avait formulé le même type d’exigences pour la Libye ou la Syrie, en demandant à Hollande d’armer les opposants aux régimes en place. Cette orientation a été vivement contestée au sein du CE, et un point spécifique était prévu lors du CPN, qui est théoriquement la direction du parti. Mais la majorité a refusé de soumettre son orientation au vote. Nous avons

pris nos responsabilités et soumis un projet de motion à la discussion : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=642>.

Les camarades d’A&R n’ont pas souhaité que la question des livraisons d’armes figure explicitement dans la motion. Nous le regrettons car il vaut mieux trancher les désaccords clairement. Néanmoins, le projet de motion finale

disait clairement que nous étions contre « toute forme d'intervention de notre impérialisme ». Cette motion n'a malheureusement pas été adoptée (33 pour, 33 contre), certain-e-s camarades estimant que la résolution n'allait pas assez loin et n'était pas assez explicite sur la question des armes. Nous regrettons leur vote, car nous pensons qu'il n'y avait pas de majorité au CPN pour approuver l'orientation de la majorité du CE sur la question des livraisons d'armes.

Explication de vote sur la motion « Moyen-Orient » des camarades d'Anticapitalisme et Révolution, du Courant Communiste Révolutionnaire et de la Tendance Claire

L'été dernier, en appelant à manifester pour la Palestine malgré l'interdiction, et alors que les organisations réformistes y renonçaient, nous sommes apparus à une large échelle comme une force militante capable de prendre ses responsabilités.

La motion « Moyen-Orient » proposait de faire de même en prenant des initiatives contre la guerre en Irak. Ce souci de doter notre organisation d'une position de principe contre l'intervention impérialiste et de tâches précises est manifestement partagé au-delà des rangs d'A&R, du CCR de la Fraction et de la TC, puisque la motion « Moyen-Orient » a recueilli autant de votes « pour » que « contre ».

Des camarades n'ont pas pris

part au vote, arguant que la résolution votée majoritairement disait déjà cela... On peut sérieusement s'inquiéter de ce refus de rassembler l'organisation pour des raisons formelles.

Mais, sur le fond, l'argument est faux. La résolution majoritaire dit : « Dans ces cadres [la campagne BDS et celle contre la répression], nous testons aussi la réactivité contre l'intervention en Irak. Nous prenons aussi des contacts avec les organisations opposées à cette intervention pour tester les possibilités de réaction. » La motion MO dit : « Nous nous adressons à l'ensemble des forces du mouvement ouvrier pour agir ensemble ». La différence est de taille : nous sommes pour prendre des initiatives, même si nous trouvons peu de répondant.

Il s'agira certes de petites initiatives (comme avec LO et l'AL contre la guerre au Mali), mais les petites manifs contre la guerre en Afghanistan de 2001 n'ont-elles pas préparé le formidable mouvement de 2003 contre celle en Irak ?

Le camarade qui a appelé à voter contre nous a reproché de ne pas nous exprimer sur la résistance en Irak et en Syrie. Nous avons effectivement un désaccord avec l'affirmation : « Ce sont les forces locales démocratiques qui se battent contre l'EI et le sectarisme confessionnel qu'il faudrait fournir en armes. »

D'abord, cette caractérisation est très vague : le PDK de Barzani ou l'UPK de Talabani entrent-ils dans cette catégorie ? Si oui, voulons-nous sérieusement renfor-

cer ces alliés des États-Unis et de l'Iran ? Pensons-nous que cela va sauver des vidas humanas ?

Ensuite, cette position est abstraite. Comme le dit la réso par la suite : « Mais il n'en est pas question pour la coalition qui n'a d'autre but que de maintenir la domination des USA et de leurs alliés sur la région... » Nous pensons quant à nous que demander aux impérialistes, même de manière propagandiste, d'armer qui que ce soit, est contradictoire avec le refus de toute intervention.

Les tâches que nous pouvons sérieusement accomplir avec nos forces sont :

- de rassembler ceux et celles qui sont contre la guerre (dans le mouvement ouvrier, non avec « pro-Bachar » comme l'a dit par mauvaise foi le camarade) ;
- d'agir pour l'ouverture des frontières aux réfugiés (comme le dit aussi la résolution majoritaire !).

Le désaccord de fond est donc sur l'opportunité ou non de dire qu'il faudrait livrer des armes aux « forces locales démocratiques ». Est-ce une raison pour ne pas rassembler l'organisation ? Ou la raison est-elle le refus de prendre des initiatives qui nous isoleraient de partenaires réformistes ? Ou est-ce simplement un refus de voter une motion présentée par A&R, le CCR et la TC ? Ce serait étonnant pour des camarades qui dénoncent notre « fractionnisme ».

La Tendance CLAIRE,
le 30 septembre 2014

CPN – Proposition de résolution politique

1. A peine plus de deux ans après son élection, Hollande est en perdition. Il a sous-estimé la profondeur de la crise et s'est définitivement discrédité en annonçant sans cesse la reprise ou le retournement de la courbe du chômage. Malgré le CICE (20 milliards de cadeaux au patronat), puis le « Pacte de responsabilité » (40 milliards), le taux de marge des entreprises ne s'est quasiment pas redressé, après un plongeon de 4 points depuis 2007. La France connaît donc un déficit de compétitivité, tant par rapport à l'Allemagne que vis-à-vis de l'Europe du Sud qui ont mis en œuvre des contre-réformes très dures contre les travailleurs, avant ou après la crise. Du point de vue de la logique du système, il y a donc une nécessité objective à accélérer et à amplifier les attaques. Il faut bien comprendre que les politiques d'austérité n'ajoutent pas « la crise à la crise » (comme le disent les réformistes keynésiens) : elles sont une réponse à la crise, la seule possible dans le cadre du capitalisme pour tenter de redresser le taux de profit et faire repartir la croissance. Le gouvernement Valls II répond à cette nécessité, et non à un caprice, à une bêtise, ou à une volonté sadique de faire payer les travailleur-e-s. Hollande est obligé de faire le pari risqué de virer l'aile gauche du PS du gouvernement alors qu'il connaît une impopularité record. Les cadeaux au patronat ne suffisent plus, il faut désormais mettre en place des « réformes structurelles » pour casser le code du travail et toutes les conquêtes sociales : remise en cause des seuils sociaux, extension du travail le dimanche, déréglementation des professions réglementées, remise en cause de l'avan-

cement à l'ancienneté des fonctionnaires, etc. Le gouvernement veut y parvenir en associant les « partenaires sociaux », mais il n'hésitera pas à accélérer le rythme en procédant par ordonnance et en limitant au maximum le débat parlementaire.

2. La mise en place du gouvernement Valls II accélère et approfondit la crise politique au sommet. Hollande et désormais Valls sont vomis par les travailleur-e-s. Le dégoût est à son comble quand une politique totalement au service du patronat s'accompagne d'une décomposition politique et morale de la caste au pouvoir. A peine nommé, un sous-ministre est obligé de démissionner parce qu'il ne payait pas ses impôts alors qu'il s'était érigé en héros de la lutte contre la fraude fiscale au moment de l'affaire Cahuzac. Trierweiler raconte dans le détail à quel point Hollande prenait plaisir à mépriser les pauvres. Le dégoût et la nausée gagnent y compris les militants sincères du PS et des MJS, qui ne peuvent que constater l'effondrement de leur parti, en voie de PASOKisation.

3. La gauche réformatrice ne profite pas du tout du rejet massif du gouvernement. Montebourg, Hamon et les « frondeurs » conjuguent inconsistance politique et pusillanimité. Ils ne remettent pas en cause les coupes dans les dépenses publiques et les cadeaux au patronat, mais ils veulent des « contreparties » et que cela soit accompagné de mesures supplémentaires pour les ménages. Refusant de faire tomber le gouvernement et se réfugiant dans l'abstention, ils se ridiculisent. Le PCF ne veut toujours pas couper les ponts avec le PS, cherche à recomposer la ma-

jeorité avec Aubry, Duflot ou les « frondeurs », et ne peut incarner la moindre alternative. Le PG et Mélenchon ont compris l'impasse stratégique du Front de gauche, et cherchent à ne plus apparaître comme des membres de la grande famille de la « gauche », dans laquelle ne se reconnaissent plus la grande masse des travailleurs. Mélenchon veut incarner une alternative au système, rendre au peuple sa souveraineté, et lancer un processus constituant. Il a compris qu'il fallait apparaître en rupture avec la gauche institutionnelle pour disputer l'électorat populaire avec Le Pen. Mais son passif, son programme keynésien illusoire, et son incapacité à proposer des mesures de rupture avec le système (dont témoigne son ambiguïté sur la rupture avec l'UE) limitent fortement sa crédibilité et donc ses chances de réussir son pari.

4. L'effondrement du PS et l'incapacité de la gauche réformatrice à incarner une alternative crédible offrent un boulevard au Front national, d'autant plus que l'UMP est engluée dans les affaires et apparaît comme le frère jumeau du PS. Aucune force institutionnelle n'est aujourd'hui en capacité de bloquer la dynamique du FN. Après ses 18% aux présidentielles, puis ses 25% aux européennes, le FN est aujourd'hui crédité de 30% à une potentielle élection présidentielle. Le FN réaliserait un score impressionnant chez les ouvriers : environ 50% au premier tour et 70% au second tour. Inimaginable il y a encore un ou deux ans : l'accession au pouvoir du FN n'apparaît plus comme une hypothèse absurde.

5. Le discrédit grandissant de toutes les forces défendant le système capitaliste (hormis le FN)

ouvrir l'espace des possibles, à condition que nous soyons capables de nous remettre en cause et de repenser notre orientation et notre intervention. Il n'y a aucune fatalité à ce que les travailleur-e-s se réfugient dans l'inaction, l'absentéisme, ou se tournent vers l'extrême droite.

6. Mais aucun beau discours ne fera reculer l'extrême droite et la réaction. Seul le mouvement ouvrier en action pourrait par ses victoires mettre un coup d'arrêt à la montée du FN.

Nous devons lancer une campagne d'agitation autour de la nécessité de construire un grand mouvement d'ensemble, c'est-à-dire une grève générale bloquant l'économie, pour empêcher le gouvernement et le patronat de faire passer leurs contre-réformes. Nous devons expliquer le rôle de la grève, et le rôle des bureaucraties syndicales qui est d'accompagner les contre-réformes et d'empêcher la convergence des luttes vers la grève générale, par la stratégie bien rodée des journées d'action dispersées qui ne mènent à rien. Cela passe par la dénonciation du « dialogue social » par lequel elles s'intègrent au dispositif gouvernemental sur l'application du pacte de responsabilité, sur la préparation d'attaques à venir dans la Fonction publique

Développer l'implantation dans les entreprises, développer au maximum les mobilisations (notamment les 23 septembre et 16 octobre), favoriser la convergence des luttes est une nécessité, mais cela ne suffit pas pour gagner. Face aux directions syndicales, nous devons prendre des initiatives pour regrouper et organiser les militants lutte de classe dans les syndicats,

au sein d'un courant intersyndical. C'est une condition décisive pour vaincre le sabotage organisé des directions syndicales. C'est pourquoi nous proposons que le NPA mette toutes ses forces pour impulser aux côtés d'équipes syndicales et militantes combattives des assises nationales du syndicalisme de lutte de classe, pour que nous avancions concrètement vers la constitution d'un tel courant.

7. Mais la crise du mouvement ouvrier se nourrit aussi de l'absence de perspective politique. Le NPA doit apparaître comme le parti des révolutionnaires, des gens qui pensent que l'on peut en finir avec ce système.

Nous devons donc aussi lancer une campagne de propagande à la hauteur des enjeux. Il faut en finir avec la mauvaise routine des mesures d'urgence sociales et démocratiques, slogans répétés à l'infini, qui nous donnent l'impression d'être « concrets » alors qu'ils n'ont aucune crédibilité à partir du moment où nous sommes incapables d'expliquer comment ceux-ci pourraient mis en œuvre. Il nous faut expliquer qu'il n'y pas d'alternative aux politiques d'austérité dans le cadre du capitalisme pourrissant. Pour satisfaire les besoins sociaux, il faut non seulement socialiser le système bancaire, mais aussi et surtout les grandes entreprises. C'est en expropriant les capitalistes et en prenant le contrôle des grands moyens de production, que nous pourrions produire (différemment) pour satisfaire les besoins sociaux. Voilà le cœur de notre programme qui nous différencie radicalement de tous les partisans avoués du capitalisme (Front National inclus), mais aussi de l'impasse réformiste portée par le Front de Gauche.

Poser la question de la rupture avec le capitalisme de façon concrète et crédible, c'est répondre aux questions et aux doutes que les travailleur-e-s se posent légitimement. Nous n'intervenons pas dans les luttes simplement comme des syndicalistes très radicaux. Nous portons notre programme politique dans ces luttes. Un profil ouvertement révolutionnaire – dans nos tracts, journaux, apparitions médiatiques, combiné à une intervention volontariste dans nos milieux et dans les luttes permettrait de construire le NPA de manière beaucoup plus dynamique. Il faut donc exprimer un point de vue clair sur la nécessité, pour un gouvernement des travailleur-e-s, de rompre avec le capitalisme et ses institutions (Union européenne, 5e République...), de créer une nouvelle monnaie inconvertible sur les marchés, de contrôler les échanges extérieurs, pour permettre au processus révolutionnaire d'avancer et de s'étendre.

Un tel gouvernement ne pourrait pas émerger à froid dans le cadre des institutions bourgeoises de la 5ème république ou d'un processus constituant à la Mélenchon. Il serait le débouché d'une grève générale qui irait jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au renversement de la clique politicienne qui gère les affaires de la bourgeoisie, et il serait fondé à partir des organes d'auto-organisation forgés dans la lutte. Il faudra pour cela se confronter aux directions réformistes du mouvement ouvrier, rempart de la bourgeoisie pour sauver ce système qui prend chaque jour davantage le visage de la barbarie.

La Tendance CLAIRE,
le 20 septembre 2014

NPA

CPN – Proposition de motion sur le Moyen-Orient

En 2011, un grand mouvement populaire s'est dressé contre le régime dictatorial d'Assad. Très vite, la situation s'est malheureusement transformée en conflit armé entre le régime et un ensemble de milices dominées par les courants islamistes ou/et pro-impérialistes. Ces milices (ASL compris) ont attaqué les milices kurdes syriennes du PYD, branche syrienne du PKK. Elles n'ont rien de progressistes. Aujourd'hui, ce serait se fourvoyer que de soutenir le conglomérat de milices (front islamique, front révolutionnaire syrien, ce qu'il reste de l'ASL) qui combattent à la fois le régime et l'État islamique (avec lequel elles ont été longtemps alliées) et de les considérer comme le bras armé de la « révolution ».

Dans le silence des médias occidentaux qui braquaient leurs projecteurs vers leurs « révolutionnaires » préférés (ceux qui portaient les intérêts impérialistes dans la région), un mouvement indépendant des impérialistes a émergé au Kurdistan syrien (Rojava). Malgré des traits autoritaires hérités de sa filiation stalinienne, le PYD est une des rares forces progressistes de masse de la région. Le PYD a notamment mis en place un système d'assemblées locales,

permis des avancées notables pour les femmes, développé les services publics, la culture, autant de réalisations, qui, malgré leurs limites, constituent un îlot progressiste au sein de la région.

Au cours de l'été 2014, le PDK, qui dirige le Kurdistan irakien, a livré les populations kurdes aux barbares de l'État islamique. Sans aucun soutien impérialiste, le PKK et les YPG (branche armée du PYD) se sont portés au secours des populations kurdes, et ont pu sauver des milliers de kurdes des massacres. Ils ont armé les populations et voient leur influence grandir au Kurdistan irakien.

Il ne s'agit pas de demander à notre gouvernement d'envoyer des armes à « toutes les forces qui combattent le confessionnalisme » en Irak. En effet, les impérialistes ne cherchent qu'à défendre leurs intérêts et nous devons combattre toute la propagande faussement humaniste qui accompagne les expéditions impérialistes. En Syrie, les impérialistes occidentaux et leurs alliés ont fourni des armes à des milices réactionnaires, qui les ont notamment utilisés contre les kurdes syriens. En Irak, ils fournissent des armes à leurs laquais (gouvernement, PDK, etc.), dont la politique

a grandement contribué à l'assise populaire de l'État islamique parmi les sunnites, et qui n'hésiteront pas à les utiliser contre le PKK. Les impérialistes ne cherchent qu'à défendre leurs intérêts et nous devons combattre toute la propagande faussement humaniste qui accompagne les expéditions impérialistes.

Nous mettons en avant les mots d'ordre suivant :

- **Solidarité concrète avec le PKK et le PYD : le mouvement ouvrier doit leur apporter une aide matérielle !**
- **Pour le droit à l'autodétermination du peuple Kurde !**
- **Stop à la répression en France des sympathisants du PKK !**
- **Contre toute forme d'intervention de notre impérialisme (intervention directe, livraison d'armes, etc.) !**
- **Contre les bombardements américains en Irak !**

La Tendance CLAIRE,
le 16 septembre 2014

Questions à propos de la tactique du NPA



Nous distinguons, il me semble, *l'antagonisme des classes* et *lutte des classes*. Le premier résulte de la nature même du capitalisme, capitalisme qui repose sur l'exploitation par les uns du travail des autres. D'où il résulte que l'intérêt des uns n'est pas celui des autres, si du moins on refuse l'idéologie libérale qui veut que, au contraire, la richesse soit le produit de la coopération des classes, et en retour profite à chacune d'entre elles. L'antagonisme des classes est donc de l'ordre du fait objectif, il est inscrit dans la réalité du capitalisme.

La lutte des classes, quant à elle, serait liée à *la conscience de classe* : les exploités (le prolétariat) auraient à se représenter clairement non seulement leur situation (*les rapports de production* dans le vocabulaire de Marx) mais aussi le moyen d'en sortir, à savoir le communisme (je ne vois pas comment on peut être anticapitaliste sans être communiste, il est d'ailleurs remarquable que le nom même du parti en question, NPA, insiste sur la négation et non pas sur l'affirmation, sur le mal et non sur le remède). La lutte des classes serait donc la guerre que le prolétariat mène contre la bourgeoisie pour se

libérer du joug que cette dernière lui impose, et *elle supposerait une conscience claire de ce contre quoi on se bat, et de quel but on poursuit* (étant entendu que, puisque le but d'abattre le capitalisme, de vaincre la bourgeoisie, pose évidemment le problème d'un projet de société pour remplacer tout cela, le communisme s'impose comme la finalité suprême de la lutte des classes).

Ainsi l'antagonisme de classe n'entraînerait pas nécessairement la lutte des classes, puisque cette dernière dépendrait de la conscience que le prolétariat a de lui-même comme sujet collectif mais unifié par une situation objective, de sa position, de ses intérêts réels, des buts qu'il doit poursuivre..., et que cette conscience n'est pas donnée immédiatement mais doit se construire, et peut être aussi déconstruite par l'activité de la bourgeoisie.

L'hypothèse de ce texte, c'est que, dans la période actuelle, la lutte des classes est quasi inexistante, et que la tactique d'un parti du prolétariat tel que le NPA doit tenir compte de ce fait et en tirer les justes conséquences.

On peut sans doute identifier différents facteurs qui ont pro-

duit le sommeil de la lutte des classes, c'est-à-dire le sommeil de la conscience de classe (puisque la seconde est la condition de possibilité de la première) :

- Les progrès de la qualité de vie après la seconde guerre mondiale.
- La guerre idéologique menée par la bourgeoisie, amorcée pendant la guerre froide, et qui a pris une ampleur jamais vue depuis.
- La trahison du PCF, fille de la trahison des dirigeants de l'URSS depuis Staline.
- L'abrutissement véhiculé par les médias de masse (la télévision surtout).
- Le développement de la sous-traitance à partir des années 80, qui non seulement faisait baisser le coût de la production mais aussi atomisait la population salariée en autant d'individus (contrairement aux grandes unités de production d'antan).
- La trahison de la gauche dite institutionnelle, qui fût toujours, certes, bourgeoise, mais qui n'en a même plus honte.

- L'intégration des syndicats à la machine étatique, d'où il résulte une coupure entre la base et les directions, ces dernières s'autonomisant pour faire carrière (opportunisme).
- ...cette liste ne prétend pas à l'exhaustivité.

Dans ce contexte, je pense donc que la tâche immédiate et fondamentale d'un parti anticapitaliste est de viser au réveil de la lutte des classes.

Il va de soi que ce réveil ne peut se décréter, qu'il ne suffit pas de discours ni de formation à la lecture de Marx. La masse ne peut sans doute se réveiller à la lutte des classes que par sa propre expérience, et le durcissement de la politique de la bourgeoisie depuis au moins trente années, pour rétablir le taux de profit, constitue très certainement un facteur décisif (et que dire de la crise financière !). La conscience de soi n'existe pas d'elle-même, elle se forge au contact de la réalité.

Cependant, cette dernière vérité doit-elle déboucher sur la conclusion qu'il suffit d'attendre ? Rend-t-elle l'action d'un parti, et même l'existence de ce parti, purement inutiles ? Si le NPA existe, c'est que ceux qui le composent répondent par la négative à cette question, ce en quoi ils ont raison. Mais si le raisonnement, jusqu'ici, est juste, la question tactique qui doit être posée devient « Comment accompagner le réveil de la lutte des classes ? ».

Hypothèse : la « communication » actuelle du NPA » cherche à tenir compte de l'état de fait esquissé plus haut, et c'est pour cela qu'elle demeure, dans son contenu, en deçà d'un contenu clairement communiste (ce serait là une démarche réfléchie, fondée sur

le principe qu'il faut prendre les choses où elles en sont). Ainsi un paragraphe comme celui-ci (représentatif de la prose du parti) :

« Urgence sociale pour défendre les principales revendications sur l'interdiction des licenciements, les augmentations de salaires, la défense des services publics et des retraites. Mais dans cette situation de crise, ces revendications doivent être accompagnées, plus que jamais par des mesures comme la levée du secret bancaire, le contrôle des changes et l'interdiction de mouvements de capitaux vers les paradis fiscaux, la nationalisation des banques sous contrôle des travailleurs et de la population, l'annulation des dettes illégitimes contre les politiques d'austérité. L'affaire « Cahuzac » donne, ainsi, un contenu d'urgence sociale sur la nécessité d'incursion dans la propriété bancaire et financière, et sur la nécessité d'un contrôle populaire sur la vie économique et politique. »¹

Ni chair ni poisson, un tel contenu viserait à commencer de former un front de lutte, front dans et par lequel ceux qui s'engagent pourraient s'enrichir de cette expérience et s'acheminer vers la lutte des classes.

Je prends la revendication phare du NPA, l'interdiction des licenciements. Nous savons tous que cette revendication est impossible à obtenir dans le système actuel, et qu'elle ne pourrait s'imposer que si le prolétariat était en position de s'emparer du pouvoir politique, *or ce n'est justement pas le cas !* On se retrouve donc avec une revendication que serait juste dans une certaine situation (par exemple celle d'un parti révolutionnaire soutenu par une gosse partie de la masse, avec des élus

à l'assemblée, et qui propose une loi au sein de cette assemblée pour faire apparaître clairement les limites de cette institution et chasser une illusion de plus), mais qui semble tout à fait fausse dans les conditions actuelles. Car je suis prêt à parier que cette revendication, pour le « prolétaire moyen », n'est que belle parole, démagogie, promesse en l'air et au fond vide de sens.

L'erreur serait ici de mettre la charrue avant les bœufs : il faudrait reconstituer le prolétariat dans sa conscience de classe, mais on présuppose cette dernière et on lui fournit une revendication pour s'approfondir. Si je compare avec la récente proposition de la CGT d'Amiens pour constituer une part de la production Goodyear en SCOP, il me semble qu'il y a là quelque chose de beaucoup plus juste : par cette revendication, on indique clairement quelle est la nature du mal, et on indique dans quelle direction chercher le remède. Dans ce cas, la lutte quotidienne produite par l'antagonisme des classes devient en effet une expérience dans laquelle peut se reforge la lutte des classes. De même, informer sur l'expérience Zanon en Argentine me paraît autrement plus sérieux que de dénoncer telle ou telle tare sans jamais présenter une direction claire et concrète vers laquelle se diriger. *Le NPA est soit dans la négation sans affirmation, soit dans l'affirmation nébuleuse.*

Pour récapituler, le propos de ce modeste papier était de se demander si, dans une période de sommeil de la lutte des classes, un parti révolutionnaire doit :

- Proposer des mots d'ordre, certes progressistes, mais sans référence à une société future, en prenant le risque de la confu-

1. INFO CE du 24 avril 2013

sion avec des formations au fond conservatrices telles que le FdG ; en refusant de fixer des repères clairs et précis.

- Considérer que la première tâche est de reconstituer un parti de lutte des classes, avec un discours clair et déterminé.

La deuxième option verse-t-elle dans la fameuse *maladie infantile du communisme* ? Lorsque Lénine écrit son ouvrage pour faire part de l'expérience bolchevique, il insiste bien sur certaines conditions : un parti communiste révolutionnaire de masse déjà consti-

tué et une situation prérévolutionnaire. Dans ces conditions, il affirme en effet que ne pas vouloir s'allier de manière circonstancielle aux partis bourgeois, de ne pas vouloir participer aux assemblées et institutions de l'état bourgeois, constitue une erreur. Mais d'une part il insiste bien sur le fait que, pour autant, le parti ne transige jamais sur sa ligne idéologique, et d'autre part les conditions qui font du gauchisme une erreur ne sont pas du tout réunies aujourd'hui ! Le NPA, par son discours tronqué et ses rapports ambigus avec le FdG, ne rajoute-t-il pas

de la confusion à la confusion, différenciant par là même le réveil de la lutte des classes ? Ne devrait-il pas plutôt considérer que devant l'offensive généralisée du capital, l'opportunité se présente de reformer un parti révolutionnaire avec une identité claire et distincte ? Certes, cette démarche a conduit, dans les dernières décennies², à s'enfermer dans ce qui relève plus de groupuscules que de partis significatifs, mais justement, les conditions ne changent-elles pas ?

Un sympathisant,
le 30 septembre 2014

2. Encore faudrait-il se pencher sur la tactique de la LCR dans le passé, par exemple lors de l'union de la gauche et de la première élection de Mitterrand, tactique qui consistait déjà à soutenir le candidat d'un parti bourgeois...

Brochures de la Tendence CLAIRE du NPA

★ Brochures thématiques ★

- Textes pour la lutte féministe révolutionnaire
 - Textes sur la jeunesse
 - Textes sur l'art et la culture
 - Les analyses stimulantes de Bernard Friot... et leurs limites
 - Crise et lutte de classes en Grèce (2010-2012)
 - Écologie, capitalisme, révolution
-

★ Cahiers d'histoire des révolutions ★

- Mai-juin 68 en France : grève générale mais situation révolutionnaire trahie
 - La révolution espagnole (1936-1939)
 - Les révolutions russes
 - Révolution et contre-révolution en Allemagne (1918-1933)
 - Le Front populaire... ou la trahison des dirigeants socialistes et communistes
 - Les révolutions chinoises
-

★ Pour l'orientation ★

- Orientations pour la lutte de classe en France (2009-2011)
- Positions internationalistes et anti-impérialistes (2009-2011)
- La lutte pour un NPA révolutionnaire depuis le congrès fondateur
- Mélenchon : un sauveur pour les travailleurs ? (analyse critique du programme du FdG)
- Antilibéralisme, keynésianisme... une critique marxiste

Sommaire

Édito	(p. 2)
– France et Europe : le temps des « réformes structurelles »	(p. 2)
France	(p. 5)
– La sécurité sociale attaquée !	(p. 5)
– Reconstruire la confiance de classe	(p. 8)
– Brève réponse à un article du journal "Le Prolétaire"	(p. 10)
Moyen orient	(p. 11)
– Notes politico-militaires sur la bataille de Kobané .	(p. 11)
– A bas l'intervention impérialiste en Irak et en Syrie !	(p. 15)
NPA	(p. 19)
– SNJ des 27-28 septembre	(p. 19)
– CPN – Des mesures d'urgence ne font pas un programme !	(p. 20)
– CPN – Moyen-Orient : explications de vote	(p. 21)
– CPN – Proposition de résolution politique	(p. 22)
– CPN – Proposition de motion sur le Moyen-Orient	(p. 24)
Tribune libre	(p. 26)
– Questions à propos de la tactique du NPA	(p. 26)

Qui sommes nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondateur du NPA, par les militant-e-s venant de l'ex-Groupe CRI, certain-e-s de l'ex-LCR et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IVe Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaborations publiées depuis.

La Tendance CLAIRE a initié avec d'autres camarades la plateforme 4 lors du congrès du NPA de février 2011 (3,7% des voix) et, avec le CCR, la plateforme Z lors du congrès de février 2013 (9% des voix).

Tout en contribuant résolument à construire le NPA dans la classe ouvrière et la jeunesse, la TC fait des propositions alternatives à l'orientation mise en œuvre par la direction majoritaire. Elle estime notamment que le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recombinaison de la gauche de la gauche est à l'origine de la crise du NPA et nécessite de surmonter les importantes limites et ambiguïtés des textes fondateurs. La TC poursuit son combat pour une grande Tendance révolutionnaire, pour un NPA révolutionnaire démocratique et ouvert qui donne la priorité à la lutte des classes et porte un programme de transition axé sur l'objectif du gouvernement des travailleurs et des travailleuses.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le bulletin Au CLAIR de la lutte (N ISSN : 2101-6135). Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

- Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
- Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
- Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr
- Téléphone : 06 64 91 49 63